

Vooruit.

UNE CITADELLE SOCIALISTE

LE VOORUIT

DE GAND

PAR

JULES VAN DEN HEUVEL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

(Extrait de *LA RÉFORME SOCIALE*)

PARIS

AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE

34, RUE DE SEINE, 54

1897

UNE CITADELLE SOCIALISTE

LE VOORUIT DE GAND ⁽¹⁾

Dans sa langue imagée et pittoresque Anseele a défini le *Vooruit* de Gand : « une citadelle, établie par les socialistes et d'où ils bombardent la classe bourgeoise à coups de tartines et de pommes de terre. » La figure ne manque pas de justesse. Et il peut être intéressant de faire le tour de cette citadelle, d'en observer les parties solidement établies et d'en constater les côtés faibles, exposés à l'attaque.

Mais la tâche est plus ingrate qu'on ne serait tenté de le croire au premier instant. Particulièrement parce que la plupart de ceux qui se sont occupés du *Vooruit* et qui en parlent, se laissent entraîner par leurs convictions politiques. Leur ton, leurs récits, jusqu'à leurs chiffres, tout paraît teinté de rose ou de noir suivant qu'ils sont animés de sentiments sympathiques ou poussés par une hostilité intransigeante. Or notre but n'est ni de faire une apologie ni d'écrire un réquisitoire. C'est une monographie aussi fidèle que possible que nous désirons tracer à grands traits.

I. — L'HISTOIRE.

Deux hommes se rencontrèrent à Gand au mois de mars 1874 qui avaient été précédemment affiliés à l'Internationale et que les vicissitudes de l'existence avaient forcés à s'expatrier. C'étaient le peintre Edmond Van Beveren et le tailleur Pol de Witte, Le

(1) BIBLIOGRAPHIE : *Statuts de la Société*, *Moniteur belge* du 12 octobre 1886. — *Règlement d'ordre intérieur* de 1889, à la fin de chaque livret de membre. — Anseele, *Histoire du Vooruit de Gand*, a paru dans les *Coopérateurs belges* 1892 et dans l'*Almanach de la coopération française* pour 1893. — Duc-Quercy, *Le Vooruit de Gand*, a paru dans le *Réveil du Nord* (Lille) et dans les *Coopérateurs belges* en 1895. — B. K. Heldt, *Over Cooperatie. Vooruit te Gent en Volharding te s'Gravenhage*. Amsterdam 1887. — E. Van Beveren, *Coöperatie en socialisme*, Gand 1889. — Bertrand (L.), *Le Socialisme en Belgique*, *La Revue Socialiste*, octobre 1885. — E. Van der Velde, *Enquête sur les Associations professionnelles*, Bruxelles 1891, t. I; *Die belgische Genossenschaften*. Archiv für Socialgesetzgebung und Statistik, 1893; *Les Institutions économiques du parti ouvrier belge*. Annales de l'Institut des Sciences sociales, 1894. — E. Brelay, *La Coopération en Belgique*. *L'Economiste français*, 1891. — H. Valleroux, *Les Coopérationnistes socialistes en Belgique*. *L'Economiste français*, 1892. — O. Pyfferoen, *Les boulangeries coopératives*, dans la *Réforme sociale*, t. XXIII, p. 340-52. Le journal *Vooruit* et les divers journaux de Gand.

premier revenait de la Hollande où il avait passé ses loisirs à étudier les écrits et la tactique des socialistes allemands ; le second rentrait des Etats-Unis où il avait appris à connaître tout le prix de l'énergie et de l'initiative individuelle. Ils firent le projet de ranimer dans la vieille cité gantoise les convictions socialistes et ils rétablirent une section de l'Internationale.

Quelques amis se réunirent autour d'eux. Ils tenaient leurs conciliabules dans un « estaminet » appelé *La Ville-de-Paris* (rue Haut-Port). Ils distribuèrent le *Werker*, journal socialiste d'Anvers, et se multiplièrent en efforts de propagande.

Une de leurs premières conquêtes fut le fils d'un cordonnier qui avait reçu une instruction supérieure à l'instruction primaire et qui était employé chez un négociant en bois. Il s'appelait Edouard Anseele et était né à Gand en 1856. Sa facilité d'assimilation, sa parole chaude et figurée, son énergie et son enthousiasme en firent bientôt un chef et un chef des plus ardents.

Mais quel plan suivre pour conquérir au socialisme la population ouvrière ? M. Van Beveren a raconté que, dès les premiers jours, il avait été décidé que l'on ne s'en tiendrait pas à la constitution de sociétés d'études, que l'on tâcherait de ne pas se perdre dans les théories et d'aborder la pratique, que tout en redoublant d'ardeur dans la propagande on marcherait à la conquête des sociétés ouvrières existantes, des syndicats, des coopératives, des mutualités.

Le syndicat des tisserands fut vite rallié. Il écoutait la parole d'un de ses membres, le tribun Foucaert.

Deux fois Anseele essaya de pénétrer dans le syndicat des typographes, les deux fois il fut repoussé. La majorité ne voulait pas ouvrir la porte à un candidat qui prétendait lui faire abandonner sa neutralité politique.

Le groupe socialiste s'efforça alors de gagner la coopérative des *Vrije Bakkers*. Cette coopérative ne s'occupait que de la boulangerie. Très modestement elle avait été fondée en 1873 par quelques ouvriers. Son premier capital avait été formé par l'épargne faite péniblement chaque semaine sur le salaire. Elle avait débuté dans une cave (rue de Belgrade). Mais elle suivait de prudents principes ; elle ne faisait aucun crédit, exigeait le paiement par anticipation, et les affaires avaient prospéré. On était arrivé au chiffre de 800 membres. Parmi eux, il y avait de nombreux amis. Il était

opportun grâce à leur aide de chercher à se rendre maître de la situation, car il y avait tout lieu de croire, aussi bien d'après l'expérience des dernières années que d'après ce qui se passait en Hollande où la grande industrie de la boulangerie triomphait, que la coopérative continuerait à progresser. Ce fut une lutte longue et ardente. La majorité de la société ne voulait pas subordonner les affaires à la politique; elle protestait, regimbait. Aux assemblées générales on échangea des mots durs et des coups. Les conservateurs du *statu quo* finirent par l'emporter. Vaincus les socialistes firent une scission et se décidèrent à constituer une société nouvelle.

C'est ainsi que fut fondée en 1880 la coopérative *Vooruit* (En avant). Les membres de la première heure n'étaient pas plus de 150. Ils avaient reçu en prêt 2,000 fr. du syndicat des tisserands. Ils s'installèrent loin du centre dans l'estaminet *A. Zacheus* (rue Saint Gilles) et reprirent, tout en l'améliorant dans les détails, l'organisation adoptée par les *Vrye Bakkers*. Mais ils affichèrent nettement leur intention de faire de cette coopérative l'humble servante, l'instrument du socialisme. Et alors commença une propagande de tous les instants et de tous les quartiers. Le succès couronna ces efforts; il les couronna même au delà de toutes les espérances des fondateurs. Année par année on peut suivre le développement de la Société, l'extension de ses services, la progression du chiffre de ses membres.

En 1883 on loue pour 18 ans, au prix de 2,850 fr. l'an, un vaste immeuble situé Marché au Fil, dans un quartier du centre de la ville. On baptise ce local du nom de *Vooruit* n° 1 et on y installe la boulangerie, un café, une imprimerie et un magasin d'aunages et de confections.

Le café mériterait presque le nom de Café de Tempérance; il ne s'y débite pas de boissons alcooliques; les fournitures se font à bon compte (10 centimes pour un verre de bière, 15 centimes pour une tasse de chocolat, 5 centimes pour une tasse de café). Il n'y vient du monde que les samedi, dimanche et lundi ou encore aux jours de fêtes et de cortège. Sur les murs des devises caractéristiques: « L'estomac des ouvriers est la caisse d'épargne de la société » — « Là où la science commence finit la foi. »

Le 1^{er} janvier 1883 parut le premier numéro du journal socialiste quotidien *Vooruit*. Il se vend 2 centimes. Depuis 1887 il s'imprime sur une presse rotative qui fournit 3,600 exemplaires à l'heure.

L'année 1885 voit l'établissement d'une première pharmacie (Marché au Fil). Une deuxième suit en 1886 (rue du Nord, aujourd'hui rue du Phénix), une troisième en 1887 (rue Saint-Liévin) et une quatrième en 1894 (rue des Femmes Saint-Pierre).

Arrivent maintenant de grandes acquisitions. Un premier immeuble est acheté en 1886 rue des Chartreux au prix de 40,000 fr. La moitié de la somme est payée immédiatement. On appelle ce local *Vooruit* n° 2 et on y établit un second café, un atelier de cordonnerie, un magasin d'ustensiles de ménage. Un deuxième immeuble est acheté en 1887 au boulevard de l'Industrie près du canal de raccordement. C'est le *Vooruit* n° 3. On y établit de grands magasins de charbons. Plus tard on y transporte la boulangerie après avoir renouvelé tout l'outillage ancien. L'importance de la production exige l'emploi de pétrins mécaniques et de huit fours à eau chaude. Du 1^{er} janvier 1888 au 31 mai 1889 il est dépensé 96,849 fr. pour les nouvelles installations.

Cependant on commence la fondation de nombreux magasins d'épicerie ; il s'en ouvre dans tous les centres ouvriers de la ville. Le 1^{er} en 1887 (Marché au Fil) ; le 2^e en 1892 (rue du Nord) ; le 3^e, le 4^e et le 5^e en 1893 (rues des Femmes Saint-Pierre, — chaussée de Termonde, — nouvelle rue de la Porte-du-Sas) et le 6^e en 1896.

Puis les grands achats reprennent. En 1894 la Société acquiert sur le Marché du vendredi, sur cette place consacrée par l'histoire des corporations et que domine la statue de Jacques van Artevelde, un troisième immeuble considérable. Les vieilles constructions sont jetées à bas et un nouvel édifice d'aspect grandiose est élevé. La Société dépense plus de 225,000 francs ; elle peut se vanter d'avoir une installation d'apparat et de luxe. Au rez-de-chaussée sont transportés le magasin d'aunages et de vêtements ainsi que le débit de chaussures. À l'étage se trouvent les ateliers des couturières, des piqueuses de bottines. Toutes les salles sont éclairées à la lumière électrique ; le service est facilité par un ascenseur ; une machine distribue la force motrice. La façade est couverte de peintures, d'inscriptions et de médaillons. On y voit les profils de de Paepe, de Marx, de Fourier et d'Owen, et on y lit que « l'union des travailleurs est la paix du monde ». Dans le fronton qui surmonte la façade, une ruche a été peinte comme symbole d'activité. Et tout en haut se dresse le mât auquel est attaché le drapeau rouge.

Enfin en février 1896 on a tout à coup appris à Gand que le *Vooruit* venait d'acquérir au prix de 75,000 francs un quatrième immeuble, le siège de l'ancienne Société royale des Chœurs, situé rue des Baguettes et qui est un des beaux locaux de la ville. Quelques jours plus tard la façade était peinte en rouge et on y inscrivait en grandes lettres dorées : « *Local des fêtes du Vooruit.* »

Ajoutons que depuis des années la Société donne abri dans ses immeubles à de petites coopératives, telles que la coopérative des cigariers, la coopérative des métallurgistes et la coopérative des ébénistes. Et il est probable que ces coopératives seront successivement rattachées plus tard d'une manière directe à la Société si elles paraissent avoir quelque chance de prospérité. Déjà en 1896 la coopérative des ébénistes s'est fondue dans l'organisation générale (1).

Quelle marche précipitée et comme en dix-sept ans le *Vooruit* est rapidement arrivé au faite des grandeurs ! En 1880 ce n'était qu'une humble coopérative de boulangerie, vivant retirée loin du centre, dans un estaminet sans apparence. Et voici qu'aujourd'hui elle a pris pied au cœur de la cité ; elle a des magasins considérables ; elle ne fournit pas seulement le pain, mais encore les aunages et les confections, les chaussures, le charbon, les médicaments, les épiceries, les meubles ; elle ouvre des cafés, elle a des salles et des jardins d'agrément ; elle dispose d'une presse qui la défend et lui recrute des clients.

Le chiffre de ses membres croît sans cesse, ainsi que la production de sa boulangerie.

Années	Nombre des membres	Nombre de pains cuits
1887	2.342	1.482.280
1888	2.735	1.717.799
1889	3.397	2.103.290
1890	3.814	2.583.265
1891	4.608	3.179.689
1892	4.810	3.446.855
1893	5.186	3.308.743
1894	5.908	3.848.511
1895	5.340	4.479.767
1896	5.720	4.549.108
1897	5.911	

(1) Le 27 octobre 1896, s'est fondé à Saint-Nicolas une coopérative socialiste ayant pour objet le tissage. La coopérative est encore très peu importante. Mais sans qu'elles en aient des preuves, plusieurs personnes croient que ce tissage est un essai tenté ou soutenu par l'action combinée du *Vooruit* de Gand et de la *Maison du Peuple* de Bruxelles.

Voilà une fortune bien promptement faite, une puissance bien subitement édifiée. Il semble que les circonstances aient dû être particulièrement favorables pour que la Société ait pu marcher de la sorte à pas de géant.

II. — L'ORGANISATION.

L'organisation du *Vooruit* est restée la même, dans ses grandes lignes, depuis le jour de sa fondation. Elle est précisée dans des statuts publiés en 1886. Mais elle a varié dans quelques détails suivant ses règlements d'ordre intérieur. L'ancien règlement suivait les statuts de plus près; le nouveau qui date du mois de septembre 1889 s'en écarte ou paraît s'en écarter en plus d'un point.

Nous examinerons deux questions : la situation des membres, — l'administration.

LA SITUATION DES MEMBRES — Pour devenir membre du *Vooruit* il faut réunir trois conditions :

1. Être ouvrier.

2. Payer 25 centimes à titre de droit d'entrée. Sur les premiers bénéfices on déduit en outre 1 franc à titre de part dans le capital social.

3. S'être bien comporté envers le parti ouvrier. — Question de fait à apprécier par l'administration.

Réunissez-vous les trois conditions, présentez-vous à un des locaux de la Société et on vous remettra un livret portant un numéro d'ordre. Ce livret, gardez-le avec soin, c'est votre certificat d'affiliation.

Les avantages que vous offre la coopérative sont nombreux. Voici les principaux :

1^o Achat du pain à bon marché. Chaque dimanche un receveur passe chez vous et vous présente des jetons de cuivre. Vous devez acheter — c'est une obligation sociale dont la sanction pourrait être votre exclusion — autant de jetons que vous prévoyez avoir besoin de pains pendant la semaine. Vous payez immédiatement. Pour le contrôle le receveur inscrit sur votre livret le nombre de jetons achetés. Tous les jours une charrette poussée par un ouvrier et tirée par des chiens traverse le quartier. En échange de vos jetons de cuivre, vous recevez du pain. Trimestriellement il y a distribution des bénéfices.

Le pain d'un kilo la Société vous l'a fait payer 30 centimes, soit le prix auquel les meilleurs boulangers du voisinage vendent leurs pains. Mais elle vous a promis des remises. A la fin du trimestre elle rend ordinairement 12 centimes par pain. Seulement, au lieu de vous payer ces 12 centimes en argent, elle les paie en cartes de bénéfices, c'est-à-dire en une monnaie qui n'a cours qu'au *Vooruit* et que vous ne pourrez utiliser qu'en achetant soit de nouveaux pains, soit des objets aux divers magasins. Or, comme le prix du pain est surélevé, on peut dire que la Société ne vous rend pas réellement 12 centimes, mais seulement une valeur qui peut être approximativement fixée à 10 centimes.

2° Autres achats à bon compte. — La Société vous promet sur toutes les emplettes que vous ferez dans ses magasins d'épicerie, d'aunages et confections, de cuirs et de cordonnerie, remise de 6 % à titre de participation dans les bénéfices. Chaque semestre pour l'épicerie et la cordonnerie, chaque année pour les confections on dresse votre compte, on vérifie d'après vos factures, et on vous paie, toujours en cartes de bénéfices, ce qui vous revient.

Il n'y a pas de remises sur les achats que vous feriez dans les magasins de charbons, ou de meubles.

3° Secours en cas de maladie. — La Société vous oblige à payer chaque semaine 5 centimes et le premier dimanche de chaque mois 10 centimes pour l'inscription au fonds de secours. Ce service d'assurance est desservi par le *Bond Moyson* dont il sera parlé plus loin. Tombez-vous malade, vous avez droit pendant six mois aux secours médicaux et pharmaceutiques et vous recevez pendant les six premières semaines six pains par semaine. Venez-vous à décéder, 10 francs sont remis à la famille.

4° Bibliothèque; école professionnelle; caisse d'épargne. — Le syndicat des tisserands a remis sa bibliothèque à la Société, et celle-ci l'entretient, la complète et permet à ses membres d'en profiter. Il y a là à peu près 6,000 volumes.

Deux écoles professionnelles de couture et de coupe ont été ouvertes, l'une au local du Marché du vendredi, l'autre au local de la rue des Chartreux. Les filles des membres y viennent le soir.

Enfin une caisse d'épargne a été organisée. On reçoit les dépôts à la caisse centrale, du *Vooruit*. On paie un intérêt de 4 %.

5° Sections d'agrément. — Il a été fondé des sections de tous genres, une section dramatique, une section de gymnas-

tique et diverses sections musicales, une harmonie, une section chorale pour hommes, le *Marxkring*, une pour filles, le *Nellie'skring* et une pour enfants, le *Kinderkoor*.

Ce sont ces sociétés qui organisent les fêtes de la Société. Tous les dimanches soir il y a concert, représentation ou bal au local des fêtes. Les membres entrent gratuitement, sauf les jours de représentation extraordinaire ou bien lorsqu'il s'agit d'une soirée organisée pour une œuvre particulière.

Le mardi 3 mars 1897, je lisais dans les journaux de Gand que le *Vooruit* avait la veille donné à ses membres, en spectacle gala et pour fêter dignement le carnaval, le *Tannhäuser* de Wagner. Il s'était entendu avec la direction du Grand-Théâtre et il avait directement loué les places à ses membres à des prix variant de 15 à 75 centimes. La salle était littéralement remplie, ajoutaient les comptes rendus, d'un public aussi enthousiaste que correct. La représentation avait été précédée d'une courte conférence de M. Anseele sur Wagner et son œuvre.

Tels sont les principaux avantages dont jouissent ou peuvent jouir les membres. Ils sont de nature diverse : les plus importants touchent à l'intérêt économique, mais d'autres concernent l'esprit de prévoyance ou satisfont ce besoin de distraction si nécessaire à l'homme surmené par l'écrasant labeur de la besogne quotidienne.

L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ. — C'est le principe d'autorité qui y règne. La direction appartient à une commission de cinq membres élus avec un mandat de cinq années dans la réunion de décembre de l'assemblée générale. Chaque année, l'un d'eux sort.

Avant 1886, la gestion appartenait à tour de rôle aux divers directeurs. Depuis 1886, la commission choisit dans son sein un gérant, un secrétaire et un trésorier. M. Anseele est gérant, M. Van Gyseghem trésorier. Le gérant est la cheville ouvrière de la Société. A lui à avoir l'œil ouvert sur toutes les branches desservies, à faire les commandes importantes, à diriger le personnel. C'est ainsi qu'on le voit, en compagnie d'un autre membre de la Société, fréquenter les principales bourses commerciales et y conclure les contrats relatifs aux fournitures.

Les indemnités payées aux membres de la direction sont fort modestes. M. Anseele reçoit 40 francs par semaine, soit 2,080 fr. par an. Depuis qu'il est représentant de Liège il abandonne, dit-on, 1,800 francs, à la caisse du parti et ne retient que 280 francs.

Comme représentant il touche 4,000 francs, mais en laisse 1,000 à la fédération liégeoise. De telle sorte qu'il ne conserve pour lui que (3,000 + 280 fr.) 3,280 francs.

La commission directrice n'a pas à ses côtés de commissaires proprement dits chargés de la contrôler et de la surveiller.

Tous les jeudis soir il y a réunion au *Vooruit* n° 1. Les quarante membres chargés de vendre les jetons de cuivre le dimanche, sont appelés à assister à l'assemblée pour pouvoir donner des renseignements sur la clientèle et prendre les informations qui leur sont nécessaires pour répondre aux objections qui leur seraient présentées. Ces membres qui sont renouvelés chaque année par tiers, constituent pour ainsi dire l'état-major de la coopérative. Ils sont chargés de sonder l'opinion des adhérents, de porter les bonnes nouvelles et d'entretenir le zèle et la foi des hésitants.

La Société compte à peu près 250 employés. Quel est le régime du travail adopté à leur égard ? La question mériterait un examen détaillé, approfondi. Nous ne pouvons donner ici que quelques réponses générales.

Durée du travail. — Les boulangers, les piqueuses de bottines et les couturières ont le régime des huit heures, les autres ne l'ont pas : ainsi les cordonniers et les demoiselles de magasin.

Élévation du salaire. — M. Anseele a toujours prétendu dans ses polémiques que le salaire des ouvriers et des ouvrières du *Vooruit* était un des plus élevés de Gand (1).

Dans le règlement d'ordre intérieur, il est parlé d'une participation aux bénéfices. Mais, en fait, cette participation n'a jamais été organisée. Quelle que soit la plus-value produite par leurs efforts,

(1) Tout en reconnaissant que les salaires du *Vooruit* sont assez élevés, nous ajouterons que les comparaisons précises avec d'autres établissements sont fort difficiles :

1° Parce que pour plusieurs catégories d'ouvriers et d'ouvrières le salaire varie notablement d'après la dextérité, et que l'appréciation de celle-ci est extrêmement délicate et ne se fait pas dans tous les ateliers d'après les mêmes criteriums;

2° Parce que la connaissance du salaire réel suppose la connaissance de la somme d'efforts demandés et que celle-ci change d'après le régime du travail suivi dans chaque atelier.

3° Parce que le salaire ne peut être envisagé, abstraction faite des subventions ou des charges qui l'accompagnent. Ainsi au *Vooruit* les ouvriers ont confiance dans l'appui moral que leur donneront les chefs si à cause de leurs opinions politiques ils rencontrent quelques difficultés extérieures.

Mais d'autre part si je suis bien informé, les employés du *Vooruit* sont obligés de faire partie de la Société, de s'approvisionner tout au moins à la boulangerie, c'est-à-dire qu'ils doivent abandonner indirectement à la Société une partie minime de leur gain.

quels que soient les prix des marchandises et les gains de la Société, les ouvriers n'ont droit qu'à un salaire fixe.

Productivité du travail. — Il semble que l'on se montre sur ce chapitre particulièrement rigoureux. La direction est exigeante au point de vue de la perfection et au point de vue de la rapidité du travail. Naguère encore on voyait dans les rues de Gand une affiche d'un ouvrier tailleur se plaignant d'avoir été mis en disponibilité pendant *quinze* jours pour une malfaçon — qu'il affirmait de peu d'importance — dans un veston de premier communiant. La peine était dure et elle fut sévèrement appréciée dans la presse antisocialiste.

L'année dernière il a été beaucoup parlé du *système des minutes* qui était en vigueur dans l'atelier des couturières. M. Anseele avait établi deux parts dans le salaire. La première, appelée salaire proprement dit, était calculée d'après la durée du travail. Autant d'heures à la fin du trimestre, autant de fois tel nombre de centimes. La seconde part du salaire, désignée sous le nom de sursalaire, était calculée d'après la somme des produits. Elle n'apparaissait en compte et n'était payée que pour autant que les couturières eussent dépassé un certain nombre de pièces. M. Anseele s'était rendu, montre en main, auprès des ouvrières et avait noté ce que les filles actives produisaient en une heure. Puis il avait réuni les couturières par équipes de trois, et il leur avait déclaré que si, travaillant en groupes, elles parvenaient fin du trimestre à fournir plus de pièces que n'en comportait normalement leur nombre d'heures, elles obtiendraient un sursalaire proportionnel à leur activité. Si un trimestre il y avait non pas excédent mais déficit, celui-ci serait porté au débit du groupe et il serait déduit le trimestre suivant sur le boni éventuel.

L'organisation était ingénieuse. Les ouvrières étaient amenées à se contrôler et à s'exciter mutuellement. Mais le moyen dépassait peut-être le but. Les ouvrières étaient mises à une rude épreuve ; elles étaient tentées d'exagérer leurs efforts, de multiplier leurs reproches, de se surmener et de s'agrir réciproquement.

A la suite d'un procès dont nous parlerons plus loin la direction a abandonné le système des minutes.

Que dire des *réclamations* ? Si un ouvrier ou une ouvrière a quelque plainte à formuler contre le régime du travail qu'on lui impose au sujet de son salaire, à qui recourir pour obtenir justice ?

Le règlement d'ordre intérieur de 1889 répond que tout employé a la faculté de s'adresser au gérant, à la commission de direction et à l'assemblée générale. C'est là du droit théorique. En fait le gérant est presque omnipotent. Lorsqu'on s'adresse en vue de réclamer contre lui à la commission de direction, on ne doit pas oublier que la commission se compose du gérant et de quatre personnes qui gagnent leur pain dans la coopérative, qui ne sont guère d'humeur à contrarier le gérant et qui ne désirent pas s'opposer pour ne pas s'exposer. Quant à l'assemblée générale, elle a suffisamment de questions importantes à son ordre du jour et elle a trop de confiance dans le gérant pour prêter une oreille complaisante aux plaintes que l'on pourrait lui transmettre.

III. — LES CAUSES DU SUCCÈS.

Le succès du *Vooruit* a été éclatant. Pour le bien préciser examinons ses bénéfices.

A chaque semestre les membres sont appelés dans une grande assemblée générale à approuver les comptes. La convocation forme un tract de quelques pages, elle contient l'exposé en chiffres de la situation et se termine par des réclames pour les magasins et par un appel à la solidarité et au dévouement. Ces exposés de situation ne sont pas de réels bilans. Le capital social n'y est pas mentionné; les frais généraux sont indiqués d'une manière globale; et aucune explication n'y est donnée sur l'usage que l'on fait des bénéfices réservés pour la société. Mais ils permettent de se faire une idée assez exacte de la marche des affaires et de voir si les diverses branches du commerce prospèrent ou déclinent.

Ils se divisent en trois comptes :

1. Compte des membres dans les bénéfices. Ce sont les sommes qui sont remises aux membres à titre de bénéfices sur leurs achats dans quatre commerces : dans la boulangerie, dans l'épicerie, dans la cordonnerie, dans les magasins d'aunages et de vêtement.

2. Comptes particuliers de chaque branche commerciale — déduction faite des remises accordées aux membres. Toutes les branches ont ici leur compte spécial, actif et passif.

3. Compte général de la Société. On mentionne ici d'une part les recettes générales et les bénéfices que la Société reçoit de chacun de ses commerces et on inscrit en regard les frais généraux, ceux

qui concernent l'ensemble des services. La balance forme le *solde boni* du semestre.

Voici par exemple l'exposé pour le semestre juin à novembre 1895. Je copie les principaux chiffres sans donner les détails du compte particulier (II).

	I. Remises aux membres	II. Comptes particu- liers. <i>Recettes</i>	III. Compte général (bénéfices pour la Société)
Boulangerie	167.238	416.547	23.646
Épicerie n° 1	2.117	34.439	2.913
n° 2	1.702	29.307	2.407
n° 3	1.400	24.469	1.849
n° 4	1.468	26.219	2.038
n° 5	1.591	26.739	2.297
Cordonnerie	4.468	87.102	7.736
Aunages et vêtements	11.329	200.232	7.287
Charbon		73.347	2.248
Pharmacie n° 1		14.907	3.663
n° 2		8.158	2.159
n° 3		5.559	1.182
n° 4		5.721	1.233
Buffet		23.738	3.068
	191.317	965.755	Divers intérêts 2.556
			Bénéfices bruts 66.290
			Dépenses génr. 29.588
			Solde boni. 36.702

Comme dans les dépenses générales se trouve porté un article de 10,000 francs pour secours aux grévistes, il faut porter à 46,702 francs le bénéfice net réalisé par le *Vooruit* pendant le semestre juin-novembre 95.

Le semestre précédent, le bénéfice avait été de 41,558 francs. Soit un total pour les deux semestres ou pour l'année (décembre 1894 à novembre 1895) de 88,260 francs. Voilà assurément un très beau bénéfice sur un chiffre d'affaires d'un gros million.

Comment la Société est-elle parvenue à cette prospérité, comment a-t-elle pu attirer la clientèle et réaliser des gains aussi importants? Faut-il attribuer sa réussite à sa constitution coopérative? Evidemment non. Cette forme sociale peut avoir séduit certains esprits; elle a été habilement exploitée dans les annonces et dans les meetings. Mais elle n'explique pas en réalité le succès. Il convient de ne pas s'arrêter à l'extérieur et de scruter plus avant pour découvrir les causes véritables de la force et de la puissance du *Vooruit*. Et il me semble que parmi les nombreux éléments qui ont pu concourir à sa grandeur, il en est trois qu'il convient de mettre principalement en relief: la bonne administration,

le caractère de grande industrie, et l'aide de l'esprit de parti.

La société a été très habilement conduite et elle a évité la charge de lourds frais d'administration. Elle a eu la bonne fortune de trouver des hommes intelligents, actifs ; et ses membres ont eu la sagesse d'accepter leur direction : ils leur ont pour ainsi dire donné carte blanche et ils se sont inclinés devant leur dictature. Anseele a été un patron aussi vigilant qu'autoritaire.

Mais cela n'eût pas suffi pour conquérir le succès. Le *Vooruit* a eu en outre le grand avantage de former une grande industrie, très bien conçue dans son organisation et se présentant dans des circonstances fort heureuses. Grand atelier ou grande usine de production, il a joui de tous les bénéfices qui sont l'apanage des grandes industries, diminution de frais généraux relativement au local, à l'outillage, aux employés, — utilisation incessante dans la boulangerie de fours qui fonctionnent toute la journée, — achats favorables par suite de l'importance des commandes et obtention de pour cent ou d'escomptes supplémentaires.

L'organisation du commerce a été adroitement aménagée. D'une part on a refusé tout crédit, ce qui a permis d'échapper aux risques des rentrées et de se contenter d'un moindre capital roulant. D'autre part on a appliqué ce principe élémentaire qu'il est souvent pratique de vendre un objet à très bon marché, que la demande afflue par la baisse du prix et qu'un gain considérable finit par résulter de la multiplication extrême de petits bénéfices.

Ainsi appareillée pour la lutte et la concurrence, la Société a eu le triomphe d'autant plus facile, au moins à ses débuts et pour le commerce de la boulangerie, que de temps immémorial la fabrication du pain se trouvait exercée à Gand par de petits détaillants qui ne débitaient guère en moyenne plus de 300 pains par jour.

Enfin, et ce dernier élément n'est pas le moins important, la Société a toujours été soutenue par un esprit de parti vivace et acharné. A bien examiner les choses il paraît même que la Société n'est pas tant une coopérative de consommation, qu'une branche commerciale de l'organisation générale du parti socialiste gantois. Elle n'est pas un organisme isolé, autonome, indépendant. Elle n'est qu'un rouage d'une puissante société politique.

Et ceci mérite une attention toute spéciale.

III. — LE RÔLE DU VOORUIT DANS L'ORGANISATION SOCIALISTE.

Le parti socialiste soutient, recommande, défend le *Vooruit*, et d'autre part le *Vooruit* couvre, protège et favorise le parti socialiste. Il y a là une union étroite, intime, indissoluble. Quelques détails sont indispensables pour donner la clef de cette organisation compliquée.

Le parti socialiste gantois engage tous ses membres à faire partie de quatre catégories de sociétés : des coopératives, des mutualités, des syndicats et des comités politiques.

Les *coopératives* importantes sont toutes les trois des coopératives de boulangerie ; ce sont le *Vooruit*, l'ancienne coopérative des *Vrye Bakkers* qui a fini par incliner la tête et se subordonner au socialisme, et la Société *De Werkman* (l'ouvrier), qui dessert principalement la commune faubourienne de Ledeborg.

Tout récemment, par acte du 1^{er} février 1897 une nouvelle coopérative vient de prendre place à côté de ces aînées, c'est l'*Imprimerie coopérative du peuple*. Elle a été fondée pour donner un propriétaire légal aux presses du parti et notamment au journal *Vooruit*.

Les *mutualités* ouvrières formaient jadis à Gand d'assez nombreuses sociétés indépendantes. Une d'elles portait le nom de Société Moyson — en souvenir d'un ardent socialiste dont la vie a été écrite sur le mode romanesque par Anseele dans un livre intitulé : *Sacrifié pour le peuple*. Cette société essaya de grouper en une fédération « neutre » la plupart des mutualités. Elle parvint à en réunir un bon nombre et l'alliance fut consacrée le 25 décembre 1886. Puis commença un travail caché et habile. « Et quand on estima, dit M. Van der Velde, après une lente infiltration des socialistes, que la poire était mûre », on constitua une caisse unique et on lui donna le caractère socialiste. Les minorités n'eurent qu'à se retirer ou à se soumettre. La caisse unique qui s'appelle *Bond Moyson*, comptait, au 1^{er} janvier 1897, 6,243 membres à titre complet et 28,166 membres de famille. Les membres à titre complet paient 30 centimes de cotisation par semaine et ont droit

en cas de maladie à des secours médicaux et pharmaceutiques et à une indemnité de 2 fr. 50 par jour ouvrable pendant six mois et de 1 fr. 25 pendant les six mois subséquents, plus 50 francs au décès pour les proches. Les membres de famille (femmes et enfants) paient 5 centimes par semaine et n'ont droit qu'aux secours médicaux et pharmaceutiques. Aux membres de famille il faut ajouter les membres des sociétés coopératives qui ne sont pas inscrits à titre complet et qui sont affiliés moyennant le paiement hebdomadaire de 5 centimes (1).

Les *syndicats* ouvriers socialistes sont au nombre de 19, comprenant un total de 11,000 membres. Les plus importants sont ceux des ouvriers et ouvrières du lin (2,050 membres), des tisserands (1,900 membres), des travailleurs du coton (1,600 membres) et des métallurgistes (1,470 membres). Ces syndicats prévoient le chômage volontaire et accidentel. Quelques-uns ont des bureaux de placement. La cotisation est en moyenne de 15 centimes par semaine; elle s'élève à 20 centimes dans quelques syndicats d'ouvriers à hauts salaires, tels que les fileurs du coton, les métallurgistes; elle descend à 10 centimes dans les syndicats d'ouvriers à moindre salaire, tels que les peintres. En cas de grève, le secours hebdomadaire est régulièrement de 10 francs pendant six semaines (2).

Enfin dans chaque quartier de la ville il a été établi des *comités politiques* portant le nom de clubs de propagande. On dit que leur nombre est de 22. Les membres de ces comités forment les cadres des troupes électorales, chargés d'entraîner celles-ci, de les tenir en haleine et de les mener à la bataille.

L'effectif principal de chacun de ces quatre groupes d'associations, de coopératives, de mutualités, de syndicats et de clubs est formé par un même noyau de personnes. Ce sont les dévoués du parti, sa classe dirigeante. Ils ont eu soin d'inscrire dans tous les statuts la subordination au socialisme et l'affiliation au parti ouvrier qui est sa grande représentation politique. Ainsi le *Vooruit* déclare dans l'article premier de son règlement intérieur qu'il

(1) Le *Bond Moyson* a aussi institué une caisse d'invalidité et d'assurance. Le capital de toutes ses caisses réunies s'élevait au 1^{er} janvier 1897 à 91,740 francs.

(2) Voir une très intéressante étude de M. Louis Varlez, *Le plan social de Gand*, 3^e partie Syndicats, Gand 1897.

Nos chiffres sont empruntés au rapport fait le 17 mars 1897 par le compagnon Beerblock, secrétaire du parti. (*De Stormklok* 21 mars 1897).

soutiendra tous les efforts qui se feront pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dans son article 5 il affirme que son but principal (*hoofdoel*) est cette émancipation telle que la comprend le parti ouvrier. Dès lors, il va de soi que la qualité de membre suppose la fidélité la plus complète aux chefs. Le règlement ferme la porte d'entrée de la société « à ceux qui ne se seront pas bien comportés envers le parti » ; il permet d'expulser immédiatement « ceux qui fréquentent les sociétés ou les réunions interdites par le parti (1) ».

Non seulement toutes ces associations, coopératives, syndicals, mutualités et clubs sont consacrées en définitive au triomphe des mêmes idées, mais elles constituent en réalité une seule et même organisation. On dirait les divers rouages d'un mécanisme, les différentes sections d'une vaste société. Aussi se compénètrent-elles mutuellement et obéissent-elles à une même direction. Leur parenté est si étroite que leurs statuts, leurs règlements, sont pour ainsi dire entrelacés, enchevêtrés.

Pour devenir administrateur du *Vooruit* ou même pour pouvoir participer aux sections d'agrément, à la section d'harmonie par exemple, il ne suffit pas d'être membre de la coopérative depuis une année, il faut encore être inscrit dans une autre association affiliée au parti ouvrier, telle qu'une caisse de résistance.

D'autre part toutes les associations ont pour devoir de déposer leurs fonds dans la caisse du *Vooruit* qui leur sert un intérêt de 4 %.

Mais où la communauté, l'identité de vues, l'unité d'existence éclate particulièrement, c'est dans l'unité de gouvernement. Coopératives, mutualités, syndicats et clubs sont soumis indistinctement à la direction omnipotente du comité central et de l'assemblée du parti. Leurs bureaux désignent des délégués. Ceux-ci, au nombre d'une soixantaine environ, siègent en conseil dirigeant. Les anciens ou les plus autorisés qui les président forment une espèce d'organisme permanent, chargé de l'exécution des décisions. Il y a là un vrai sénat, nommé à deux degrés et dont la mission est tout à la fois de faire converger toutes les associa-

(1) Dans l'article 9 de l'ancien règlement d'ordre intérieur on déclarait qu'en cas de liquidation du *Vooruit* le reliquat passerait à la fédération du parti socialiste gantois. Cette disposition n'a plus été reproduite dans le nouveau règlement de 1889.

tions vers le même but politique et de tempérer les entraînements du suffrage universel qui se manifestent dans chaque groupe particulier. C'est ce comité central qui mène toute la machine.

Il décide les luttes politiques ; et il peut aujourd'hui enregistrer diverses victoires à son actif. Les socialistes ont remporté d'importants triomphes dans les élections qui ont eu lieu à Gand pour le Conseil des prud'hommes, pour les diverses sections de l'industrie et du Travail, et même pour le Conseil communal, où ils ont conquis 14 sièges sur 39.

Le comité a la haute main sur chacune des associations socialistes afin de la surveiller et de l'empêcher d'errer. Ainsi il domine les syndicats qui ne peuvent décider la grève qu'après avoir obtenu un avis favorable, donné aux 2/3 de ses membres. Ainsi encore il a la direction suprême du *Vooruit* et peut lui imposer des règles obligatoires et nommer des experts pour vérifier ses écritures (art. 8 et 16 des statuts). Les administrateurs de la coopérative n'ont qu'à obéir ; « ils ne peuvent dispenser des mesures arrêtées par le conseil ou par son bureau permanent (art. 14). » — « Les fonds disponibles en bénéfices (qui ne sont pas mis à la réserve) sont appliqués en conformité des dispositions réglementaires et des statuts fédéraux » (c'est-à-dire des ordonnances du conseil central ou fédéral. Art. 15). — Si un différend s'élève entre la société et les sociétaires ou gérants, le bureau permanent du Conseil peut être appelé à en connaître comme arbitre souverain (art. 17 et 18). Impossible de mieux préciser la subordination.

Le comité central a encore pour devoir de soutenir l'opinion socialiste et de défendre ses œuvres et ses créations. Il dirige la propagande ; il commande à la presse. Le journal *Vooruit* suit l'orientation qu'il lui indique. Chaque mois ses membres vont donner des conférences aux sociétaires du *Bond Moyson*. Ils péroreront dans les assemblées statutaires de toutes les associations.

Enfin le comité tient les cordons de la bourse. C'est lui qui dispose de la caisse du parti. Et celle-ci est alimentée par quatre sources de revenus :

1° Par les bénéfices des coopératives. Toutes les coopératives socialistes sont tenues d'abandonner au parti une quotité plus ou moins grande de leurs bénéfices. Cette quotité est fixée dans les statuts à 50 % pour l'*Imprimerie du peuple* ; elle est d'un tiers dans les coopératives des cigariers et des métallurgistes.

La quotité de participation du *Vooruit* est variable, comme nous le verrons plus loin, d'après les décisions de la commission directrice. Mais, en fait, les sommes apportées sont si considérables que M. Van der Velde a pu dire que le *Vooruit* était « la vache à lait du parti. »

2° Par les cotisations des syndicats. Chaque syndicat est imposé quelques centimes par membre et par mois.

3° Par le denier de la lutte. On fait des collectes dans les assemblées. On ouvre des souscriptions dans le journal. Ce denier a rapporté 6,127 francs en 1895 et 7,005 fr. en 1896.

4° Par les revenus extraordinaires. Ce sont les générosités ou les subsides extraordinaires soit des groupes de la ville, soit des groupes de l'étranger.

Ce tableau général de l'organisation socialiste, pour long qu'il soit, était nécessaire pour bien montrer le rôle que joue la coopérative *Vooruit*. On serait tenté à première vue de l'étudier isolément, de l'envisager comme une réelle coopérative de production, alors que dans le fait son importance est tout autre. Le *Vooruit* est l'amorce du parti socialiste, — il est son lien de fait, sa couverture légale, son banquier.

Primitivement par le bon marché de son pain il a attiré vers lui des masses ouvrières qui n'avaient aucune sympathie pour le collectivisme, mais qui étaient sensibles aux gains qu'on leur promettait. Une fois entrées dans la place, ces masses ont subi insensiblement l'influence de la propagande, des imprimés et des discours.

Puis le *Vooruit* est devenu le centre de l'action du parti. C'est dans ses locaux que se tiennent les grandes et solennelles assises ; c'est là que s'assemblent la mutualité *Bond Moyson* et les divers syndicats de résistance ; c'est là que se forment les cortèges et les parades qui traversent la ville en grandes manifestations.

Lorsque des ouvriers ont été frappés pour leurs agissements politiques et ont perdu leur travail, le *Vooruit* leur a ouvert la porte de ses ateliers et leur a donné de la besogne. Il est devenu le refuge des belliqueux.

Alors est arrivé un jour où l'on a désiré avoir pour le parti les avantages de la personnification civile. La Constitution belge offre dans son article 20 la liberté d'association à tous les citoyens ; et c'est à l'abri de cette liberté si largement consacrée que l'organisa-

tion socialiste avait pu naître, se développer, grandir. Mais si au point de vue de l'existence des associations la législation se montre très favorable, elle est au contraire assez rigoureuse au point de vue de la capacité des associations. Le droit commun ne donne que des moyens de vivre précaires et embarrassés. La personnalité civile est envisagée comme un privilège dont l'octroi doit être parcimonieusement mesuré. Les unions professionnelles n'en jouissent pas encore. Seules les associations commerciales et mutualistes peuvent y prétendre avec grande facilité. Or cette personification est précieuse pour la stabilité des relations juridiques et pour la possession d'immeubles. Aussi, quand l'heure sonna d'acquérir des locaux, le *Vooruit* se décida à prendre la forme légale des associations coopératives. C'était en septembre 1886. Depuis cette date il a multiplié ses acquisitions, ainsi que nous l'avons vu. Et si l'on y regarde de près, on s'aperçoit bien vite que ce n'est pas dans l'intérêt unique de la coopérative que la personification a été recherchée, que c'est toute l'organisation socialiste qui se couvre du manteau du *Vooruit*.

Le dernier trait et celui qui n'est pas le moins significatif de cette situation, c'est que le *Vooruit* apparaît comme le banquier et le grand bailleur de fonds du parti. Banquier, il est le grand dépositaire de toutes les réserves. Il reçoit l'épargne de ses membres, il garde la richesse des mutualités, des syndicats, et du comité central. Il met cet argent dans ses affaires et fournit gros intérêt à 4 %. Bailleur de fonds, il peut l'être grâce à ses gros bénéfices. Il a eu son âge d'or et a compté l'année 1894 jusqu'à 100,000 fr. de gain. De ses *boni* considérables il fait trois parts : une part pour payer les agrandissements et faire face aux intérêts des sommes empruntées à la suite soit d'achats d'immeubles, soit de renouvellement du matériel ; une deuxième part pour la caisse centrale du parti à Bruxelles comme suite de l'affiliation au parti, part qui se réduit à 10 centimes par membre ; une dernière part pour la caisse locale du parti ou plus exactement pour la caisse du comité central. Et cette dernière part n'a jamais été précisée, ni indiquée. Tout donne à penser qu'elle a parfois été considérable.

Mais très adroitement on s'est arrangé de manière à soustraire au contrôle et à la décision des membres de la coopérative tout ce qui concernait soit l'attribution, soit l'emploi des bénéfices. Dans les extraits de compte on se borne à dire : autant en *solde boni*.

tion socialiste avait pu naître, se développer, grandir. Mais si au point de vue de l'existence des associations la législation se montre très favorable, elle est au contraire assez rigoureuse au point de vue de la capacité des associations. Le droit commun ne donne que des moyens de vivre précaires et embarrassés. La personnalité civile est envisagée comme un privilège dont l'octroi doit être parcimonieusement mesuré. Les unions professionnelles n'en jouissent pas encore. Seules les associations commerciales et mutualistes peuvent y prétendre avec grande facilité. Or cette personnification est précieuse pour la stabilité des relations juridiques et pour la possession d'immeubles. Aussi, quand l'heure sonna d'acquérir des locaux, le *Vooruit* se décida à prendre la forme légale des associations coopératives. C'était en septembre 1886. Depuis cette date il a multiplié ses acquisitions, ainsi que nous l'avons vu. Et si l'on y regarde de près, on s'aperçoit bien vite que ce n'est pas dans l'intérêt unique de la coopérative que la personnification a été recherchée, que c'est toute l'organisation socialiste qui se couvre du manteau du *Vooruit*.

Le dernier trait et celui qui n'est pas le moins significatif de cette situation, c'est que le *Vooruit* apparaît comme le banquier et le grand bailleur de fonds du parti. Banquier, il est le grand dépositaire de toutes les réserves. Il reçoit l'épargne de ses membres, il garde la richesse des mutualités, des syndicats, et du comité central. Il met cet argent dans ses affaires et fournit gros intérêt à 4 %. Bailleur de fonds, il peut l'être grâce à ses gros bénéfices. Il a eu son âge d'or et a compté l'année 1894 jusqu'à 100,000 fr. de gain. De ses *boni* considérables il fait trois parts : une part pour payer les agrandissements et faire face aux intérêts des sommes empruntées à la suite soit d'achats d'immeubles, soit de renouvellement du matériel ; une deuxième part pour la caisse centrale du parti à Bruxelles comme suite de l'affiliation au parti, part qui se réduit à 10 centimes par membre ; une dernière part pour la caisse locale du parti ou plus exactement pour la caisse du comité central. Et cette dernière part n'a jamais été précisée, ni indiquée. Tout donne à penser qu'elle a parfois été considérable.

Mais très adroitement on s'est arrangé de manière à soustraire au contrôle et à la décision des membres de la coopérative tout ce qui concernait soit l'attribution, soit l'emploi des bénéfices. Dans les extraits de compte on se borne à dire : autant en *solde boni*.

Puis la somme indiquée, si grosse qu'elle soit, 50, 60, ou 100,000 fr., disparaît comme par une chausse-trappe sans qu'il en soit plus jamais reparlé. Les nouveaux comptes apportent de nouveaux *boni*. Et tous ces reliquats s'engloutissent les uns à la suite des autres. Les associés assistent passifs à ce défilé de bénéfices. Ils n'ont en fait rien à dire ni sur la manière dont on les prélève, ni sur la façon dont on les dépense.

Voyez l'habileté des combinaisons. On ne vend pas le pain à un prix rapproché du prix de revient. Cela serait dangereux. On ne pourrait presque rien retenir alors en bénéfices. Le prix est fixé suivant le tarif des négociants qui vendent cher. Il est porté à 30 centimes. Et comme dans la réalité le kilo ne coûte à la coopérative que 18 centimes, elle peut alors, se drapant dans une légitime fierté, distribuer 10 centimes de remise aux membres. Elle déclare ne retenir qu'une très petite part du gain, seulement 2 centimes sur 12. Quel est l'associé assez malavisé pour critiquer la société qui se contente si modestement de 2 centimes alors qu'elle lui distribue 10 centimes de bénéfices. Notez que, par suite du grand nombre de pains fabriqués, chaque centime de retenue équivaut pour le *Vooruit* à 40,000 fr. à la fin de l'année.

Une fois déterminés et encaissés, les bénéfices sont soustraits à tous les regards. C'est la commission directrice qui fait le départ entre ce qui sera consacré aux agrandissements et ce qui sera remis pour l'action politique au comité central (1). Personne n'est averti de sa décision. Le comité central agit de son côté comme il l'entend et fait des sommes qui lui sont remises tel emploi qu'il juge utile.

Que si quelqu'un se plaignait, on le renverrait soit à une assemblée générale de la coopérative, soit à une assemblée générale du parti. Recours bien illusoire du moment où les assemblées sont nombreuses et où les minorités ne sont pas protégées par des sauvegardes statutaires. Pour affronter la tribune devant des milliers d'auditeurs peu habitués à écouter d'autres personnes que des orateurs exercés, il faut avoir bien grande énergie. Et à la moindre objection il y a lieu de s'attendre aux cris et aux colères

(1) Encore la Commission directrice n'est-elle pas absolument libre. Elle doit se conformer aux dispositions réglementaires et « aux statuts fédéraux ». C'est-à-dire aux règles que prend le comité central, lequel décide de la sorte lui-même de l'importance de ce qui lui sera donné.

des ardents et des fidèles qui sont prédisposés à voir dans toute critique une trahison. A quoi bon d'ailleurs discuter tant que la grande majorité suit les chefs avec une foi aveugle, confiante dans leur désintéressement et dans leur habileté ?

Ce phénomène de docilité complète, absolue de la part de masses ouvrières fort considérables et dans un milieu aussi frondeur que la population gantoise étonnera peut-être. Mais qu'on veuille réfléchir aux conditions dans lesquelles s'agit et se développe le groupe socialiste et l'on comprendra comment il est dévoué corps et âme. C'est par toutes les fibres du cœur que l'ouvrier se sent retenu au parti. Il est retenu par l'intérêt, car à la mère de famille on répète que la coopérative fournit au ménage le pain, les épiceries, les chaussures, les vêtements, le charbon à meilleur marché que partout ailleurs ; — au père on dit que les chefs, soutenant les syndicats de résistance, travaillent à l'augmentation de son salaire et prennent en toutes circonstances la défense de ses intérêts contre le patron. Il est retenu par la prévoyance, car on l'embrigade dans une mutualité qui s'engage, tant qu'il restera fidèle au socialisme, à s'occuper de lui aux heures de maladie, à l'âge de l'invalidité. Il est retenu par le désir qu'il a de s'élever, de jouer un rôle, d'avoir une influence politique, et on ne cesse de crier sur les toits et d'afficher aux coins des rues que le parti socialiste est le seul parti ouvrier, le seul suffisamment indépendant des riches et des industriels pour se préoccuper sincèrement du peuple. Il est retenu par l'agrément : on organise des fêtes pour lui et pour lui seul. Il est retenu enfin par l'intelligence, car on insiste pour qu'il emprunte et lise les livres de la bibliothèque socialiste, on lui met en mains des tracts et des brochures sur toutes les questions à l'ordre du jour ; on fait de l'abonnement au journal *Vooruit* un précepte obligatoire. Ajoutez à cela que beaucoup d'ateliers et de fabriques sont homogènes. Tous ceux qui y travaillent sont des affiliés.

Voilà donc des milliers d'hommes vigoureux et actifs que les multiples liens de l'existence quotidienne enlacent dans le socialisme, qui travaillent, discutent, s'amuse en commun, qui ne peuvent assister à des réunions d'autres partis, qui n'ont de nouvelles du dehors que par leurs amis ou par le journal de leur groupe. Ils constituent un petit monde séparé, entretenu dans ses illusions, bercé du matin au soir au son de la même cantilène.

Tant qu'il ne se sera pas produit un événement de nature à frapper l'imagination populaire ou à toucher gravement des intérêts immédiats, vous pouvez croire que les chefs règneront avec une entière autorité et n'auront pas même à craindre la contradiction.

IV. — DES POINTS NOIRS A L'HORIZON.

Pendant les premières années de leur existence, le *Vooruit* et le parti socialiste ne rencontrèrent personne qui cherchât à leur barrer la route. On ne connaissait que très imparfaitement le mouvement qui se préparait et on ne se doutait point de l'influence qu'il allait acquérir. On avait tant vu de coopératives naître un jour pour mourir le lendemain que l'expérience semblait autoriser une réserve expectante. D'autre part la politique n'était pas encore ouverte aux couches ouvrières et les tacticiens ne prévoyaient pas qu'une revision prochaine allait modifier l'échiquier électoral.

L'intérêt privé fut le premier à susciter une opposition, en s'érigeant en concurrent (1). En 1887 fut fondée la société coopérative *Volksbelang*. Elle s'occupait de la fabrication du pain, de la vente des charbons et des épiceries. Elle adoptait, tout en la perfectionnant dans les détails, une organisation extérieure semblable à celle du *Vooruit*; vente par jetons payés anticipativement, répartition de bénéfices. Elle finit même par trouver que ce régime commercial entraînait pas mal de complications et au lieu de vendre son pain 30 centimes avec retour de 10 centimes en cartes, elle l'offrit directement à ses clients au prix de 22 centimes.

L'apparition de cette coopérative rivale fit jeter un cri d'alarme au *Vooruit*. On représenta le *Volksbelang* tantôt comme une œuvre catholique, tantôt comme une œuvre libérale. En fait ce n'était pas une œuvre de parti, mais une véritable maison de commerce qui cherchait à faire des affaires en exploitant à son tour la grande boulangerie et en offrant au public les mêmes gains que le *Vooruit*.

Elle réussit parfaitement et on peut dire qu'elle enraya la pro-

(1) O. Pyfferoen, *Les Boulangeries coopératives particulièrement en Belgique. Réforme sociale*, 1892.

pagande des socialistes dans ces masses flottantes et indécises qui avaient de la répugnance pour le programme collectiviste, mais qui cependant se laissaient entraîner vers le parti ouvrier parce qu'à la porte d'entrée du *Vooruit* on promettait de leur rendre quelques centimes de bénéfice sur chaque pain qu'ils achèteraient (1).

Ce qui prouve une nouvelle fois que la forme coopérative n'est pour rien dans le succès soit du *Vooruit*, soit du *Volksbelang*, c'est que celui-ci vient à la date du 30 décembre 1896, — sans rien modifier à ses relations avec ses clients, — d'abandonner le régime coopératif pour prendre le caractère d'une société anonyme par actions.

Après le *Volksbelang*, la politique antisocialiste descendit en lice. Elle était représentée par la « Ligue ouvrière antisocialiste » que fondèrent à Gand en janvier 1891 les partisans de la démocratie chrétienne. A cette Ligue sont affiliées de nombreuses sociétés mutualistes, des syndicats ou des unions professionnelles. Le même année fut constituée la coopérative imprimant le journal *Het Volk* qui défend les principes de la Ligue contre le journal *Vooruit*. En 1894 fut créée, également sous le nom *Het Volk*, une autre coopérative ayant pour objet une boulangerie, un magasin de charbons, deux débits de denrées coloniales et un magasin de vêtements et de chaussures (2).

Il y a là des chefs de haute valeur, notamment M. Arthur Verhaegen, le vaillant président de la démocratie chrétienne de Belgique, M. de Guchtenaere, le député, qui s'occupe particulièrement de la coopérative de consommation, et M. Eglenbosch, le conseiller communal qui dirige la coopérative d'imprimerie et de presse.

Le parti libéral fonda à son tour, en 1893, une ligue ouvrière qui groupe plusieurs syndicats et qui ouvrira bientôt une coopérative de boulangerie.

Les deux ligues tendent à opposer au *Vooruit* des organisations

(1) Le *Volksbelang* comptait, en 1889, 8,500 clients, en 1893, 11,000.

(2) Situation en 1896 :

La boulangerie cuit près de 20,000 pains par semaine.

Le magasin de charbons a un débit de 40 tonnes par semaine.

Les magasins d'épicerie font un chiffre d'affaires de 3,000 francs par mois.

Le magasin de vêtements et de chaussures a une recette brute de 4,500 francs par mois.

pour ainsi dire similaires, mais qui sont inspirées d'un tout autre esprit.

A ces nouvelles attaques le *Vooruit* n'a pu répondre qu'en se plaçant sur le terrain politique ou qu'en faisant valoir la grandeur de ses installations et le caractère plus complet de ses avantages matériels, supériorité toute momentanée et qui résulte de l'avance de plus de dix années qu'il a sur ses concurrents.

Telles sont les difficultés du dehors.

L'année dernière ont éclaté tout à coup des difficultés dans la place elle-même, au *Vooruit*.

Un des fondateurs du parti socialiste gantois, M. Pol De Witte, homme de caractère fort indépendant, écrivait en qualité de correspondant à l'organe socialiste hollandais *Recht voor Allen*. Bien souvent il s'y était plaint dans ces derniers temps de la tournure « capitaliste » que l'on donnait au *Vooruit*.

Le 30 août 1896 il envoya une lettre fort mordante. Il affirmait que le *Vooruit* n'accordait à ses ouvriers la journée de huit heures qu'à la condition que ceux-ci fissent autant de besogne qu'ailleurs en dix heures. Il insistait sur ce qui se passait dans l'atelier des piqueuses de bottines, et il terminait en disant que les piqueuses du *Vooruit* avaient menacé de se mettre en grève et prétendu que les ouvriers sont plus pourchassés au *Vooruit* que dans aucun autre atelier. La polémique s'engagea.

Vooruit répliqua aigrement et *Recht voor Allen* d'insister :

« Pourquoi ne pourrait-on se plaindre du *Vooruit* et publier ces plaintes ? *Vooruit* est-il donc une institution tellement sacrée qu'on n'ait pas contre lui le droit qu'on a contre les autres ateliers ? Les plaintes au comité (de la coopérative) ne servent à rien, car le comité, c'est Anseele. »

M. De Witte écrivit même :

« J'ai la conviction que *Vooruit* est entré dans une mauvaise voie et qu'il cause aux ouvriers plus de préjudice que d'avantages. La tyrannie d'Anseele fait du *Vooruit* un véritable enfer pour ses employés. »

La tyrannie d'Anseele ! Quelle qualification brûlante !

Réunion d'une assemblée générale pleine de tumulte dans laquelle M. Anseele expose sa défense et dans laquelle les dissidents se plaignent des retenues opérées sur le salaire des ouvrières

et demandent à voir les livres. L'assemblée nomme une commission de 30 membres pour examiner les griefs. La commission vote un ordre du jour d'après lequel les accusations du *Recht voor Allen* sont radicalement fausses. Mais lorsque le rapport paraît, le président de la commission, le compositeur Braeckman proteste. Il déclare que le rapport a été rédigé par M. Anseele lui-même, que c'est à tort qu'Anseele y a mis au bas son nom et celui du secrétaire, qu'il ne peut en conscience signer une pièce flétrissant comme calomniateur M. Pol de Witte alors que celui-ci a révélé la vérité sur plusieurs points.

Nouvelle assemblée des membres de la coopérative, le 28 septembre. Braeckman ne se borne pas à défendre son attitude, il parle à son tour de tyrannie. « Les employés, dit-il, tels que les compositeurs, tailleurs, cordonniers et autres qui n'osent pas réclamer de peur de se trouver sans pain, se réunissent dans un cabaret pour épancher leur cœur. »

M. Anseele proteste. Le tapage règne dans la salle en permanence. Très froid et d'une grande crânerie, Braeckman tient tête à l'orage. « Vous voulez de moi une obéissance d'esclave, dit-il, Vous ne me ferez pas reculer. » On lui vote un blâme.

Mais la justice alors intervint. Il lui avait semblé apprendre, pendant ces démêlés, qu'il y avait en réalité des retenues de salaires au *Vooruit*. Les inspecteurs du travail firent un rapport accusateur. On mit en prévention M. Anseele, les cinq gérants de la coopérative. Devant le tribunal on entendit quelques ouvrières. M. Braeckman déposa avec grande netteté. Suivit un jugement de condamnation le mercredi 20 octobre :

« Il résulte des débats que sur le sursalaire [sur ce salaire si péniblement gagné par les équipes qui ont fourni plus de pièces que le chiffre normal] 60 % étaient payés aux ouvrières, 15 % allaient à une *caisse de propagande et de résistance*, et 25 % à une caisse destinée à défrayer les *ouvrières les plus méritantes* pour des voyages d'études qu'elles devaient faire...

Attendu que la retenue du salaire tombe sous l'application de la loi du 16 août 1887...

Attendu enfin qu'il est établi que l'administration du *Vooruit* a fait aux ouvrières des conditions qui sont de nature à ne pas leur laisser le libre emploi de leur salaire ou tout au moins à constituer un accord avec elles à ce sujet ;

... Condamne (les 3 administrateurs) chacun à 10 fois une amende de 10 francs. »

Deux jours plus tard, le 30 octobre, le journal *Vooruit* portait, en tête et en caractères apparents, cette mention significative :

« *Parti ouvrier belge* : Section gantoise. — Dans sa séance du 28 octobre le comité central de la fédération ouvrière socialiste gantoise a exclu du parti à l'unanimité, mais avec droit d'appel à la prochaine réunion du parti, Paul Braeckman. »

Quand le lendemain Braeckman se présenta à l'atelier du journal *Vooruit*, il lui fut annoncé qu'étant exclu du parti il ne pouvait plus être conservé dans l'imprimerie. Les emplois sont pour les membres fidèles, pas pour d'autres.

Peu après ce fut le tour de M. Seffers, un des cinq administrateurs du *Vooruit*, qui avait pris la défense des ouvrières et qui avait refusé de s'associer aux mesures de proscription contre Braeckman. On n'osa le chasser du parti, ni de l'imprimerie du *Vooruit* où il occupe une des premières positions, mais on l'obligea à donner sa démission d'administrateur.

Ces mesures de proscription et de rigueur firent jeter à la plupart des journaux des cris de protestation. Plusieurs se demandèrent si le *Vooruit* ne branlait point sur sa base ; si les dissentiments n'allaient point s'aggraver ; si l'heure d'une défection générale n'avait point sonné. C'était oublier que les choses ne vont pas à l'extrême du jour au lendemain ; c'était oublier que la masse des adhérents du *Vooruit* sont des ouvriers du coton, du lin, de la métallurgie, et que ces masses ne sont pas disposées, sur les plaintes de quelques pauvres ouvrières, à abandonner et à délaisser leurs anciens guides pour suivre des hommes qui ne leur offrent que leur bonne volonté et avec lesquels il faudrait tout recommencer. C'était oublier enfin que, si répréhensible que fût la dictature incriminée, on pourrait cependant toujours chercher à l'excuser en disant qu'elle s'exerçait au profit de tous les membres de la société.

M. Anseele, on le comprend facilement, s'est défendu avec une rare énergie. Il estime aujourd'hui que la crise est conjurée. Naguère, comme on faisait, à la Chambre, allusion à la série des poursuites qui avaient été dirigées contre la coopérative, il se leva, prit la parole avec sa fougue habituelle et n'hésita pas à

faire son apologie et à déclarer qu'il s'en était bel et bien tiré. « Je répète, disait-il dans sa langue populaire et avec un air un peu suffisant, que je suis sorti de toute cette affaire autour de laquelle on a fait tant de tapage, plus fort et plus beau. »

Il y avait eu néanmoins au *Vooruit* une heure de frayeur, presque de panique. Les chefs avaient craint que la barque ne sombrât et ils s'étaient cru obligés de jeter du lest pour sauver la situation. Avant le prononcé du jugement ils avaient fait de nouvelles promesses à leurs adhérents. Le numéro du 24 octobre 1896 du journal *Vooruit* annonça que l'administration avait décidé l'organisation d'une caisse de pension qui fonctionnerait à partir du 1^{er} mai 1897. Et dernièrement, le 11 février, en exécution de cet engagement, un règlement organisateur préparé par une commission spéciale a été soumis à l'assemblée générale. Tout membre de la coopérative pourra — sans verser la moindre prime spéciale — obtenir, à l'âge de 60 ans, une pension annuelle de 120 francs. Deux conditions générales sont requises. La première qu'on soit membre de la Société et qu'on l'ait été depuis 20 ans sans aucune interruption, soit par suite de retrait volontaire, soit *par suite d'exclusion*. La seconde, qu'on se soit toujours approvisionné à la boulangerie du *Vooruit* et qu'on ait acheté aux magasins de chaussures, d'aunages et de vêtements, d'épiceries, pour un total de 3,000 francs, soit pour 150 francs par an en moyenne. Le droit à la pension est transmissible à la veuve. Le paiement des 120 francs se fait, non en argent, mais en cartes du *Vooruit*.

L'économie de cette nouvelle combinaison est fort ingénieuse. Elle assure à la société la stabilité de sa clientèle. Bien imprévoyant serait celui qui n'y prendrait pas tout son pain, qui n'y achèterait pas ses épiceries, ses vêtements, ses chaussures. Il risquerait de perdre le bénéfice de sa pension. Le parti trouve, en outre, dans ce mécanisme le moyen d'exercer une pression morale considérable sur les adhérents et de les retenir dans le cercle de son influence. L'exclu perd tout droit à la pension. Gare par conséquent à la désobéissance aux chefs ! Il faudra se taire et marcher en silence, sinon on risque de perdre l'avantage sur lequel on pouvait légitimement compter pour ses vieux jours. Quel que soit le nombre d'années d'affiliation, quel que soit le chiffre des bénéfices que l'on aura laissés à la coopérative, alors même que l'on

serait à la veille de la soixantaine, en un instant et pour avoir suivi la voix de sa raison et de sa conscience, on peut être jeté dans la misère.

Quelques personnes ont pensé que la constitution du service des pensions était une impossibilité, une chimère. Leurs prévisions sont peut-être d'un pessimisme trop catégorique. Mais ce qui est certain c'est que l'entreprise est d'une témérité audacieuse. Nous n'avons pas en mains les éléments des calculs qui ont été faits. Il semble seulement que l'on a dû supposer que le nombre de ceux qui rempliraient plus tard les conditions requises ne dépasseraient pas une moyenne assez faible, — que le chiffre des achats aux divers magasins croîtrait notablement, — et que la proportion des bénéfices resterait, relativement au chiffre total d'affaires, à peu près ce qu'elle est aujourd'hui.

Les seules données qui aient été publiées, concernent la période transitoire de 1897 à 1906 (n° du *Vooruit* du 25 octobre 1896). Or ces données aboutissent à des dépenses fort lourdes.

1897	106 pensions à 120 francs	12.720
1898	106	12.720
1899	156	18.720
1900	156	18.720
1901	250	30.000
1902	250	30.000
1903	345	41.400
1904	345	41.400
1905	429	51.480
1906	553	66.360

Quoi qu'il en soit de la justesse des calculs qui ont été faits, à l'annonce de la création de la caisse des pensions, enthousiasmée, la foule a crié un triple hourrah. Le soir dans les rues de Gand je voyais défiler de longs cortèges portant des milliers de lanternes vénitiennes. Les hommes chantaient des poésies socialistes. Chaque groupe était précédé, qui d'une banderole, qui d'un transparent à l'honneur du *Vooruit*, au mépris de ses adversaires, à la louange des nouvelles œuvres du parti. Des femmes suivaient nombreuses. Elles mêlaient leurs voix à celles des hommes. Ces foules socialistes marchant d'un pas résolu, nerveux, sous la lueur rouge des lanternes vénitiennes, ressemblaient à une cohorte qui se rue au combat.

J'avais la preuve que les derniers incidents n'avaient pas encore ébranlé la foi des masses collectivistes (1).

V. — L'AVENIR DU VOORUIT.

Il serait bien présomptueux de vouloir dire quelque chose de l'avenir du *Vooruit* et de prophétiser les destinées qui lui sont réservées. Mais il est permis de signaler les points faibles de son organisation matérielle et même de préciser les passes difficiles qu'il va devoir franchir.

Le *Vooruit* est encore jeune; il ne date que de 17 ans. Or à l'examiner avec calme il semble que sa constitution est fragile à un triple point de vue.

D'abord ses fonctions sont trop nombreuses; il a étendu et multiplié ses services à l'extrême. Il est boulanger, négociant, industriel, banquier, entrepreneur de fêtes publiques, caissier d'assurances et de pensions. Il a l'ambition de faire face à l'universalité des besoins de la classe ouvrière. Il ne se cantonne dans aucune spécialité; il a la prétention de réussir en toutes choses, même les plus disparates. C'est la confiance exagérée de la jeunesse qui croit pouvoir tout entreprendre avec un égal succès.

Puis le *Vooruit* a uni d'un lien indissoluble deux buts qu'il a toujours paru dangereux de rattacher trop étroitement, le but commercial et le but politique. Il a fait plus. Il a rendu la coopérative l'humble servante du socialisme et il puise dans l'esprit de parti le secret d'une grande force. Mais ce qui fait sa puissance aujourd'hui peut faire demain sa faiblesse. Il doit s'attendre à une opposition acharnée de la part des adversaires du socialisme. Et il court le risque de voir un jour les embarras qui naissent du jeu même des

(1) Je n'ai rappelé que les incidents les plus importants, ceux de Braeckman et de la condamnation judiciaire. Mais la presse fit grand bruit aussi de deux autres faits :

1^o Du fait que l'on chercha toujours à ne pas faire connaître le propriétaire des presses du *Vooruit* et à placer le journal sous la direction tout au moins apparente d'une personne n'ayant aucun patrimoine et échappant même à la contrainte par corps, ce pour éviter de devoir payer les frais et les dommages résultant des condamnations prononcées à l'occasion des articles publiés;

2^o Du fait aussi que l'on poursuivit et que l'on condamna en même temps pour avoir vendu du beurre contenant 50 % de margarine, la personne à laquelle le *Vooruit* s'approvisionnait et les demoiselles de ses magasins qui débitaient le beurre acheté.

affaires grossies par les entraves que peuvent susciter les ambitions, les désillusions et les versatilités de la politique.

Enfin les sociétés populaires plus que toutes les autres ont besoin de conducteurs prudents et souples, énergiques et prévoyants, acceptés et suivis par la multitude. Le *Vooruit* a eu la chance de trouver un chef habile et plein d'activité, M. Anseele; mais ce chef, quoiqu'il se montre confiant à l'extrême dans son étoile, s'est déjà si souvent cru obligé de faire acte d'autorité impérieuse qu'il s'est entendu surnommé « le Tyran ». Et autour de lui, si zélés que puissent être les coopérateurs, il n'apparaît point qu'il y ait ni qu'on prépare d'autres généraux de sa valeur.

Si nous sortons des généralités et si nous serrons de plus près la question, nous devons constater que le *Vooruit* arrive à une période dangereuse, presque critique.

Les chefs sont arrivés à la Chambre, au conseil communal. Ils ne peuvent plus se contenter d'une politique de plainte et d'opposition; ils sont mis en demeure de formuler des propositions précises et pratiques et de prendre des responsabilités.

La concurrence grandit et prend des allures menaçantes; elle a les yeux ouverts sur tous les faits et gestes des coopérateurs; elle va pousser son attaque sur les divers terrains sur lesquels s'est installé le *Vooruit*.

Des dissidences se dessinent; elles ne sont encore que peu marquées; mais c'est une légère lézarde qui pourrait grandir avec les années.

Enfin, circonstance plus grave, le commerce du *Vooruit* se déplace et ses derniers bonis ont notablement diminué. Si l'on suit dans les chiffres des bilans les divers services installés (Voir ci-après le tableau annexé), on observe que deux branches maintiennent difficilement leur situation (cordonnerie et pharmacie), — que trois branches perdent du terrain (boulangerie, épicerie, charbon) — et qu'un seul service est en progrès, mais d'une manière tout à fait insolite (aunages et vêtements) (1).

(1) Dans la fixation des bénéfices qui proviennent des divers services on a toujours tenu compte des sommes qui doivent être consacrées à l'amortissement. Ces sommes sont pour le second semestre de 1896 :

14,390 fr. 40 pour la boulangerie.

10,380 fr. pour le service de confections.

1,093 fr. pour le commerce des charbons.

2,595 fr. pour la fabrication des chaussures.

La diminution des gains de la boulangerie est significative, surtout lorsqu'on remarque que le nombre des clients et des pains fabriqués n'a cessé de croître (ainsi que nous l'avons établi plus haut par un relevé statistique).

Le chiffre total des bénéfices de la boulangerie était :

En 1892 de 25.329 fr.

1893 37.215

1894 58.049

1895 56.278

1896 21.633

Il faut attribuer cette grande baisse de 1896 à la concurrence et à la hausse du prix des farines.

En revanche, le service d'aunages et de vêtements a fait tout à coup un bond prodigieux. Le chiffre total des bénéfices de ce service était :

En 1892 de 12.397 fr.

1893 17.626

1894 17.752

1895 11.624

1896 40.515

Jadis le gain oscillait entre 11 et 17,000 fr. Tout à coup il s'est élevé jusqu'à 40,000 fr. Je ne vois pas d'autre cause apparente de cette hausse subite et extraordinaire que l'effort considérable de réclame fait dans ces derniers temps par le *Vooruit*.

A prendre les services non plus isolément, mais dans leur ensemble, on observe une diminution des bénéfices généraux. Les cinq dernières années ont procuré en bénéfices :

1892 solde *boni* 46.235

1893 65.361

1894 98.987

1895 88.260

1896 61.557

L'année 1894 marque l'apogée. Jusque-là on montait d'année en année, de compte en compte. Depuis 1894 on est à la descente. Est-ce que cette diminution va persister, s'accroître, s'aggraver? *Chi lo sa*. On ne peut établir de conclusions très fermes sur une suite de deux années seulement.

Mais ce qui me frappe, c'est qu'au moment même où le ciel si serein de jadis se couvre de nuages, le *Vooruit* n'hésite pas à s'en-

gager plus avant dans la voie des nouveautés. D'abord il immobilise de plus en plus ses capitaux, il achète un immeuble de première importance pour les fêtes à donner à ses membres. Il étend ses services sans discontinuer. Aux divers commerces qu'il faisait il vient d'ajouter la fabrication du meuble. Il ouvre une caisse d'épargne et il s'engage à donner l'intérêt fort élevé de 4 %. Il inaugure une caisse de pensions qui va de plus en plus grever son budget et qui exigera chaque année, pour ne pas être en déficit, des bénéfices de 50 à 60,000 francs.

Il n'y a pas à le méconnaître, le *Vooruit* est arrivé assurément à un tournant périlleux. D'un côté ses recettes baissent, changent d'origine, et d'un autre côté ses dépenses et ses frais augmentent. La marche économique va devenir plus lente, plus embarrassée. Ses chefs vont devoir conseiller de plus en plus la prudence, sachant que les capitaux du parti et des syndicats sont si gravement engagés. Et la propagande ne pourra plus être menée avec l'énergie d'autrefois. Il sera nécessaire de s'habituer à une allure conservatrice ! *Quantum mutatus ab illo !*

Mais il est temps de terminer cette longue monographie par quelques mots de conclusions.

VI. — CONCLUSIONS

Quel que puisse être son avenir, le *Vooruit* occupera une place importante dans l'histoire de la population industrielle gantoise.

Rendons-lui cette justice, il a contribué à faire baisser le prix des denrées alimentaires, à donner à l'ouvrier une éducation d'un caractère pratique en lui redisant l'utilité des mutualités et des syndicats, à lui faire mieux apprécier la puissance de la solidarité et la nécessité de la discipline.

Pourquoi faut-il, hélas ! que ces mérites soient ternis par d'éclatants défauts ! Les mérites appartiennent à l'œuvre économique ; les défauts relèvent principalement de l'œuvre de parti.

Le *Vooruit* s'est fait le prédicateur ouvrier de la libre pensée. Il n'a pas inscrit dans ses statuts le combat contre la religion. Mais ses chefs, son journal, ses pamphlets, sa politique s'attaquent à tout instant aux ministres des cultes et aux dogmes du christianisme. Il favorise ouvertement les campagnes antireligieuses. Il a même institué dans ses locaux une communion rouge pour les

enfants qui n'iraient pas s'agenouiller au banc de la première communion catholique.

Il n'a pas répandu un esprit d'apaisement mais un esprit de guerre. Il a contribué largement à représenter les patrons comme des hommes sans cœur, jouissant d'une aisance qu'ils n'ont pas gagnée légitimement mais qu'ils ont ravie grâce à la fausse organisation de notre société moderne.

Et par un singulier contraste, plus les ouvriers ont été excités à être exigeants à l'égard de leurs employeurs, à leur résister, plus ils ont été amenés à être dociles vis-à-vis de leurs meneurs, à leur obéir les yeux fermés, sans hésitation.

Le *Vooruit* a jeté le discrédit, non seulement sur la classe des hommes qui se sont élevés par leurs efforts et leur esprit d'ordre, mais il s'est attaqué aussi au capital, à l'industrie, à ces deux nerfs principaux de l'économie moderne. Dans ses meetings il a honni le gros capital ; il l'a déclaré un chancre dévorant. Dans ses cortèges il a représenté l'industrie sous les dehors d'une roue de fer gigantesque, qui écrase et broie sans pitié la classe ouvrière alors qu'elle fait tomber une pluie d'or dans les caisses des actionnaires. Il a soulevé ainsi les colères populaires contre des moyens d'action et des modes d'activité qui sont nécessaires, inévitables et qui n'ont rien de désastreux ni d'inhumain en eux-mêmes.

Et cependant il a offert dans sa propre organisation l'exemple d'une institution capitaliste et industrielle qui ne peut, si brillante qu'elle ait été jusqu'à aujourd'hui sa réussite, passer pour un modèle. Ses actionnaires, ses membres responsables sont sacrifiés au parti, à ses intérêts, à sa puissance. Ses ouvriers, loin de jouir d'une condition exceptionnellement favorable, ne trouvent chez lui aucun rouage destiné à faciliter leurs relations avec les autorités, à amortir les chocs qui peuvent se produire entre eux et le gérant ou le patron, aucune combinaison qui leur permette de prendre une part quelconque aux bénéfices de leur travail.

Le *Vooruit* a enfin semé des illusions et fait naître des chimères dans la pensée des pauvres travailleurs. Il leur a donné l'espoir d'escalader le ciel et d'entrer immédiatement au paradis. Il les a pénétrés, enivrés de l'utopie collectiviste.

J. VAN DEN HEUVEL.

ANNEXE

RECETTES DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOORUIT »

(4) Dans ces tableaux les centimes qui sont portés à côté des sommes relatives à chaque

poste, ont été négligés, mais les totaux en tiennent compte.

Bij den Uitgever is mede verkrijgbaar:

VRAGENBOEK

VAN HET

Algemeen Ned. Werklieden-Verbond

DOOR

D. STIGTER,

Leeraar bij het Middelbaar Onderwijs te Goss

MET EEN WOORD VOORAF

van Prof. M. B. H. PEKELHARING.

WAT ONDERSCHIEDT

de Sociaal-Democratische beweging van die welke zich openhaart
en het Algemeen Nederlandsch Werklieden-Verbond

DOOR

B. H. HELDT.

Een bij de Wet geregelde Arbeidsdag.

R A P P O R T

VAN HET

Algemeen Nederlandsch Werklieden-Verbond,

BETREFFENDE

EEN REEKS VRAGEN

DOOR DE

AFDEELINGEN BEANTWOORD

bewerkt door B. H. HELDT.

Leenuurden — Coöperatieve Handelsdrukkerij.

OVER COÖPERATIE.

INSTELLINGEN EN UITKOMSTEN

VAN DE

samenwerkende Maatschappij „Vooruit“ te Gent

EN DE

Coöperatieve Broodbakkerij „De Volharding“

te 's GRAVENHAGE.

DOOR

B. H. HELDT.

AMSTERDAM,

BRINKMAN en VAN DER MEULEN.

OVER COÖPERATIE.

INSTELLINGEN EN UITKOMSTEN

VAN DE

samenwerkende Maatschappij „Vooruit” te GENT en de Coöperatieve
Broodbakkerij „De Volharding” te 's GRAVENHAGE

DOOR

B. H. HELDT.

Onder de punten van behandeling die in de laatste Algemeene Vergadering van het Algemeen Nederlandsch Werklieden-Verbond de aandacht vroegen, behoorde ook de coöperatie.

Het was niet de eerste maal dat zij op de agenda prijkte. Reeds in de Kerstvergadering van 1872 maakte zij een onderwerp van ernstige gedachtenwisseling uit, die den stoot gaf aan de oprichting van menige Winkel- en Bouwvereeniging, van een enkele Voorschotvereeniging en Spaarkas en tot het aanwenden van pogingen tot oprichting van Productie- (voortbrengings) vereenigingen. Op 13 en 14 Juni 1874, kwam te Utrecht, mede op uitnoodiging van het Algemeen Nederlandsch Werklieden-Verbond, een Congres bijeen, waaraan, nevens werkliedenvereenigingen door hare afgevaardigden, verschillende personen deelnamen, die van het maatschappelijk vraagstuk een meer nauwegezette studie maakten en zich door woord en schrift als voorstanders van de coöperatie en de arbeidersbeweging hadden doen kennen. Menig goed woord werd in dat Congres gehoord, met warmte werd het beginsel van de coöperatie daar verdedigd en de verstrekkende gevolgen, die ze bij verstandige en oordeel-

kundige toepassing hebben kan, kwamen duidelijk uit. Op die voorwaarden bij de toepassing kwam het echter aan.

Daarop werd niet verzuimd bij herhaling te wijzen, in verband met algemeene voorwaarden en voorschriften, die, blijkens ervaringen, vooral in andere landen opgedaan, niet straffeloos kunnen worden veronachtzaamd.

Voor velen waren de dagen van 13 en 14 Juni hoogst nuttige dagen, waarin veel werd geleerd en waarvan verscheidene goede slappen op den aangegeven weg weldra de duidelijkste bewijzen aantoonde.

Lang zou een voortgaande beweging in die richting echter niet duren. Het economisch (staatshuishoudkundig) karakter, dat tot dien tijd wel niet de arbeidersbeweging had beheerscht, maar toch den boventoon was blijven behouden, moest weldra voor een groot deel en voor geruimen tijd plaats maken voor de meer politieke strooming die zich op den voorgrond drong. Het tijdstip was al reeds niet ver meer, dat met niet te miskennen talent, stellingen werden verkondigd en verdedigd, waarbij de coöperatie, de loonsverhooging, het voorzorg- en spaarwezen enz. enz. eenvoudig werden geminacht en veroordeeld, als lapmiddelen die niet oplosten, maar slechts dienden om de werklieden te paaien, om hun toestand wel is waar een weinig dragelijker te maken, maar die overigens geacht werden te zijn uitgevonden of te dienen om de werklieden aan en in den band te houden en hen aldus af te leiden van den goeden, eenig waren weg, die geleeraard werd te zijn: politieke omwenteling. Hiervan werd uitsluitend alle heil voorgespiegeld.

Nu vulden wel is waar ook vraagstukken van politiek aard het program der *Nederlandsche Werklieden-beweging*, maar dat gedeelte werd als niet radicaal genoeg veroordeeld. Daarbij kwam nog, dat de leiders dier Nederlandsche beweging, gedachtig aan het „beter één vogel in de hand dan tien in de lucht” en rekening houdend met de *dringende* behoefte der werklieden aan stoffelijke verbetering, tot dien tijd wat meer hun aandacht hadden geschonken aan het economisch gedeelte van het program en wat minder aan het politiek gedeelte, van welk laat-

ste, zooals trouwens voldoende gebleken is, eerst op den langen duur het heil dat er mede bereikbaar is, kan worden verwacht.

Tegen die meer revolutionaire strooming, waar door de sociaal-democratische beweging zich kenmerkte, op te roeien, daar was geen denken aan. De in den regel niet zeer ontwikkelde en weinig doordenkende werklieden vonden het trouwens gemakkelijker te *hooren* verkondigen en verdedigen, dat verbetering van hun maatschappelijken toestand spoediger bereikbaar was, wanneer zij zich *minder* vereenigden in verschillende doelkringen tot het bevorderen van onderscheidene doeleinden, maar zich *meer* aansloten aan de groote beweging, welke aansluiting bovendien aanlokkelijker was, omdat zij minder contributie vorderde en geen andere verplichtingen oplegde, dan te komen luisteren naar de redenaars. En die werklieden waren te eerder geneigd aan die zijde het oor te leenen, naarmate de redevoeringen prikkelender werden en de schuld van de be-treurenswaardige maatschappelijke wanverhoudingen werd geweten aan allen en een ieder, behalve aan hen zelve.

Het gevolg hiervan was, dat niet slechts de vakver-eenigingen gingen kwijnen, maar ook de coöperatieve vereenigingen. Eenige bezweken wegens gebrek aan levenskracht, andere sleepten een kwijnend bestaan voort, en aan oprichting van nieuwe kon niet ernstig worden gedacht, wegens ongenoegzamen lust tot mede-werking. Sociale revolutie was het groote woord ge-worden dat honderden steeds op de tong lag als men hen van samenwerking tot verschillende doeleinden sprak, die nu eenmaal als „lapmiddelen” waren veroordeeld.

Hoeveel er ten gevolge van die geheel valsche en onpracti-sche leerstellingen in een tijdsbestek van 10 en 12 jaren is verzuimd en vernietigd, is moeielijk te zeggen. Het kapitaal, dat thans reeds het eigendom der werklieden had kunnen zijn, indien de coöperatie door de radicale woordvoerders niet ware verdacht gemaakt en veroordeeld, is niet in cijfers te brengen; wij kunnen de werklieden aanwijzen, die in geen beter doen verkeerd hebben of verkeeren dan an-

deren, en in veel minder doen dan velen hunner voor-
malige en tegenwoordige kameraden, doch die hebben
volgehouden en tengevolge daarvan alleen, een niet on-
belangrijk aandeel in meer dan ééne vereeniging hun
eigendom kunnen noemen; daargelaten nog zooveler an-
deren, die op nog ruimere wijze door de coöperatie
zijn gebaat. De tientallen dezer werklieden, gelijk ze nu
ternauwenrood zijn, hadden honderd- en duizendtallen
kunnen wezen.

Hoogst opmerkelijk is het evenwel, dat van dezelfde
kringen, door welke de coöperatie aanvankelijk geheel is
veroordeeld en afgekeurd, in de laatste jaren ernstige
pogingen zijn uitgegaan om haar weder in te voeren.
Het is ons voornemen niet, naar een verklaring te zoeken
der redenen van dat verschijnsel. Wij constateeren slechts,
en met groot genoegen, dat het zoo is, des te liever,
nu het ook ons gelegenheid geeft, opnieuw op dit naar
onze overtuiging hoogst nuttige middel tot duurzame en
op den duur afdoende verbetering van den toestand der
werklieden de aandacht te vestigen.

Hier zijn wij genaderd aan onze eigenlijke taak, een
schets te geven van hetgeen op het gebied der coöperatie
thans te Gent wordt in practijk gebracht.

Ter inleiding van deze taak strekke allereerst een deel van
den zakelijken inhoud van het reglement van „Vooruit”,
zooals de *samenwerkende maatschappij* heet.

Het doel dezer Maatschappij, dat wij in het eerste
artikel vinden omschreven, is: „door middel van sa-
menwerking, den zedelijken en stoffelijken toestand harer
leden te verbeteren. Hiertoe heeft zij ten eerste een
samenwerkende Broodbakkerij ingericht, waardoor zij aan de
leden brood enz. van de beste hoedanigheid aan (tegen) den
laagst mogelijken prijs bezorgt, door alle zes maanden
de gedane (belaalde) winst onder alle deelnemers, naar
den maatstaf van het verbruik, te verdeelen; ten tweede
een winkel van ellegoederen (manufacturen) en een maga-
zijn van gemaakte klederen, waarin de leden met de
kaarten van hun deel (winst) kunnen koopen; ten derde

een Hulpfonds, om de leden te helpen, welke door
ziekte of ongevallen belet (verhinderd) zijn te werken;
ten vierde, twee volksapotheken, waarvan de genees-
middelen van de beste hoedanigheid en aan (tot) zeer la-
gen prijs worden verkocht; ten vijfde een drukkerij, om
allerhande drukwerken voor de werkersmaatschappijen
en bijzonderen (particulieren) aan (tot) den laagst moge-
lijken prijs te leveren.”

„De Maatschappij zal niets onbeproefd laten om de samen-
werking uit te breiden tot den aan- en verkoop van aller-
hande levensmiddelen.”

„De Maatschappij zal verder alle bewegingen ondersteu-
nen, die strekken kunnen tot veredeling en ontvoogding
der werkende klassen.”

Van deze Maatschappij lid te worden en te blijven,
is even gemakkelijk als goedkoop. Om lid te worden
behoeft men slechts „werkmán” te zijn en 25 centimes
(12½ Ct.) inleggeld te betalen. Voorts verbindt men
zich tot het betalen eener contributie van 5 centimes
(2½ Ct.) per week. Hiervan strekken 4 centimes (2 Ct.)
ten behoeve van het hulpfonds ter ondersteuning van
de zieke leden en 1 centime (halve cent) als bijdrage
voor de Socialistische Partij, waarbij de *Maatschappij*
„*Vooruit*” is aangesloten, „aangezien” — zoo lezen wij
in art. 3 — „zij vooral met het hoofdoel is opgericht,
om aan de algemeene ontvoogding der arbeidende klasse
krachtdadig mede te werken.” Voorts zij nog medege-
deeld, dat men na een lidmaatschap van zes maanden
recht heeft op de maatschappelijke voordeelen en dus
alle leden van de *eerste* winst, waarin zij deelen, dat,
voor slechts *éénmaal*, één franc (50 Ct.) moeten storten
in het „Maatschappelijk kapitaal.”

De hulp bij ziekte omvat kosteloze geneeskundige be-
handeling en verstrekking van geneesmiddelen en een
ondersteuning van 6 brooden per week. Deze *ondersteuning*
wordt echter slechts gedurende *zes weken* in een halfjaar
aan hetzelfde lid verstrekt. De leden worden verplicht tot
getrouw *betalen*, tot het *bezoeken* der driemaandelijksche
vergaderingen en tot het *koopen* van brood. Leden

die driemaal in zes achtereenvolgende maanden verzuimd hebben broodkaarten te koopen en voor dat verzuim geen redenen kunnen opgeven, welke naar het oordeel van het bestuur geldig zijn, die verzuimen contributie te betalen, die de Maatschappij opzettelijk te kort doen, of die de „Maatschappij of de vereenigen, bij de Socialistische partij aangesloten, benadeelen”, worden door het bestuur geschrapt. Zij hebben echter beroep op de eerstvolgende algemeene vergadering.

Omtrent het bestuur vernemen wij, dat het is „samengesteld uit een 1en schrijver, hulpschrijver, schatbewaarder (penningmeester), toezichter en verscheidene andere bestuursleden.” Jaarlijks treedt een derde af; of de aftredenden herkiesbaar zijn, vinden we niet vermeld. De geregeld in dienst zijnde bestuursleden genieten een vergoeding naarmate van hun werkzaamheden. Zooals wij later gelegenheid zullen hebben op te merken, is die vergoeding uiterst gering. Tijdens ons bezoek telde het algemeen bestuur 33 personen. De leden van dit bestuur ontvangen een tegemoetkoming van 7 franc (f 3.50) per maand. Zij deelen daarvoor in de algemeene zorg van het beheer en zijn verplicht, elken vrijdagavond de bestuursvergadering bij te wonen en alle zaterdagavonden en zondagmorgens, in commissiën verdeeld, zitting te houden voor het verkoopen van de broodkaarten. Zij zijn verantwoordelijk voor de door hen ontvangen gelden, doch mogen een tekort hebben van ten hoogste 1.50 fr. (f 0.75) per maand. In aanmerking genomen, ten eerste dat de leden van het bestuur in den regel gewone arbeiders zijn en ten tweede de aanzienlijke sommen die door hun handen gaan — de omzet wordt geschat op een miljoen francs per jaar, — moet men een regeling als de genoemde billijken.

Ofschoon er in art. 20 wel sprake is van een dienstdoenden „voorzitter of ondervoorzitter”, vinden wij echter nergens vermeld hoe of door wie de benoeming voor deze betrekkingen geschiedt.

Twee andere onduidelijkheden vinden wij in het reglement. De eerste ligt in deze woorden: „Zij

(de bestuurders) kunnen niet verantwoord worden voor de ondernemingen, die zij in het belang der Maatschappij aangaan.” Naar alle waarschijnlijkheid is de betekenis hiervan, dat de bestuurders, noch te zamen noch ieder afzonderlijk, aansprakelijk kunnen gesteld worden voor de *verbintenissen* die zij voor de Maatschappij aangaan. En de tweede onduidelijkheid is een „Midden-comiteit der partij”, dat wij alleen in art. 17 en 18 genoemd vinden, en dat de bevoegdheid heeft, niet slechts om de candidaten voor de bestuursplaatsen te beoordeelen, maar bovendien „het recht, de benoeming van een bestuurslid af te keuren.” Wie is dat Midden-comiteit der Partij? Wij weten het niet zeker; maar waarschijnlijk is het een lichaam, dat wij zouden noemen Centraal-Bestuur en is de bedoelde partij, de Socialistische Partij, waarbij de talrijke vakvereenigingen te Gent zijn aangesloten *). De betekenis der bevoegdheid aan dat „Comiteit” door en uit die vakvereenigingen benoemd, toegekend, wordt dan duidelijk en schijnt geen andere te zijn dan om zoo goed mogelijk te waarborgen, dat de *Samenwerkende Maatschappij „Vooruit”* niet van de Socialistische Partij vervreemd of daaraan onttrokken wordt, welken waarborg men meent te kunnen vinden in de zekerheid, dat de bestuurders tot de Socialistische Partij behooren en die partij aankleven, dat, met andere woorden, echt socialistisch bloed in hun aderen vloeit. De voorzichtigheid van dezen maatregel is inderdaad niet te miskennen.

Bezien wij thans de Maatschappij, haar instellingen en enkele harer uitkomsten van naderbij, zooals deels persoonlijke indrukken, deels mededeelingen ze ons hebben doen kennen.

Het was op den 27^{sten} Juni dat we aan het groote station te Gent afstapten. Wij hadden geen belet gevraagd, zoodat men van onze komst niet verwittigd was en wij

*.) Dit is schier juist, schrijft men ons. Het Midden-comiteit bestaat uit drie afgevaardigden van alle vereenigingen bij de Socialistische Partij te Gent aangesloten. Het bestuurt de beweging te Gent en in de beide Vlaanderen.

onzen weg maar moesten zoeken. Maar waar moeten wij zijn; waar is het adres waar we ons vervoege moeten, en naar en aan wie zullen we vragen in die groote stad?

Lang behoefte onze verlegenheid niet te duren. Ter-nauwernood verlaten wij het station, of wij zien „Vooruit“, *Socialistisch dagblad*, in de handen van een bladverkooper. Wij betalen twee centimen (zegge één cent) voor een exemplaar, dat nog eenige centimeters grooter is dan het vorig formaat van *de Werkmansbode*. Nu zijn wij op de hoogte. Immers aan het hoofd van dit blad lezen we, dat het adres van de redactie is J. Foucaert, Lokaal Vooruit, 9 Garenplaats. Onze weg was dus daarheen. Wij stapten een der lokalen binnen van het omvangrijke en zooals blijken zal, zeer samengesteld gebouw. In bedoeld lokaal wordt ieder altijd even graag ontvangen. Het is de koffie-, bier-, of gezelschapzaal. Wij bestelden een glas bier, dat goed en zooals algemeen in België, smakelijk was en betaalden ons gelag met 10 centimes (5 centen). Op onze vraag, of een der leden van het bestuur aanwezig was, hadden wij weldra het genoegen bij vernieuwing kennis te maken met Ed. Anseele, en werden wij door dezen voorgesteld aan een kunstschilder, wiens naam wij niet mochten vernemen, en daarom zoo zullen blijven noemen, terwijl Anseele zijn leedwezen be-tuigde dat Edmond van Beveren uitstendig was.

Het zij ons vergund dit drietal eenigszins nader aan onze lezers voor te stellen. Beginnen wij daartoe met den laatste. Edmond van Beveren, van beroep huisschilder, is als de oudste in de arbeidersbeweging het langst bekend en voor velen onze lezers geen vreemdeling. Niet alleen zij die als afgevaardigden het Noord- en Zuid-Nederlandsch Congres hebben bijgewoond, dat in 1869 te Antwerpen is gehouden, maar velen meer die aan het bekende Pinkster-congres van 1871 te Amsterdam hebben deelgenomen, of in de openbare zitting toehoorders waren, zullen zich dien warmen strijder en flinken redenaar herinneren, die, onvoorbereid geroepen, om over het algemeen stemrecht te spreken, uithoofde de aangewezen

spreker (Victor Dave) afwezig was gebleven, aan het bureau de kens liet, of hij zijn overtalrijk gehoor een half dan wel één à twee geheele uren over dat onderwerp zou bezig houden. Van Beveren was indertijd reeds een van de hoofdleiders der Belgische Internationale arbeidersbeweging en hij is het thans van de sociaal-democratische beweging.

*De tweede is de kunstschilder. Van hem weten we alleen, dat hij gedurende een aantal jaren tot de socialistische partij heeft behoord, doch meer in het geheim, althans niet openlijk optrad; hij redigeerde hoofdzakelijk *De Werker*, het weekblad, dat gedurende een groot aantal jaren, eerst als orgaan van de Internationale en later van de socialistische partij, te Gent het licht zag. Eerst in den laatsten tijd is hij opgetreden als redacteur van *Vooruit*.*

Eindelijk Ed. Anseele. Deze heeft niet zulk een langen diensttijd. Aangaande zijn verleden vernamen wij de volgende bijzonderheden. Nadat hij de lagere school verlaten had, kwam hij door voorspraak van wijlen Prof. Laurent, aan een inrichting van Middelbaar Onderwijs (Gymnasium). Mr. Laurent, een beroemd rechtsgeleerde, pastte het eerst de coöperatie te Gent toe; zij mislukte echter, doordien de burgers er zoo scherp tegen opkwamen. Na deze school te hebben verlaten, kwam Anseele in dienst bij een procureur-notaris, tegen een bezoldiging van 50 franken per maand.

In deze betrekking leerde de kunstschilder hem kennen en waardeeren als een aangewezen leider van de arbeidersbeweging. Hoe hij het aangelegd heeft om den jeudigen Anseele, die katholiek was opgevoed, over te halen plaats te nemen in de socialistische geleedren, hebben wij niet vernomen, wel echter, dat zijn ouders het alles behalve aangenaam vonden, toen hunne zoo veelbelovende zoon het procureurskantoor ver-wis-selde met de kleine zetterij van het weekblad *De Werker*, waar de kunstschilder hem plaatste, en hij een betrekkelijk hooge bezoldiging ruilde voor het schrale loon van een letterzettersterling.

Ansele werkte eerst mede aan *De Werker* en vervolgens aan *Vooruit*. Nadat hij ten vorigen jare, wegens een onvoorzichtige uilating over den Koning gerechtelijk vervolgd, doch vrijgesproken was, werd hij later veroordeeld als de schrijver van een brief in *Vooruit*, waarin hij de moeders en meisjes aanspoorde, hare zoons en beminde die in 't leger dienden, aan te sporen, tijdens de onlusten (Maart van 't vorig jaar) niet op het volk te schieten.

Tervijl hij zich nog in de gevangenis bevond, werd hij op voorstel van het bestuur, door de vergadering van leden, tot hoofd (directeur of gerant) van de Maatschappij „*Vooruit*” aan-gesteld*) tegen een salaris van 28 franken (nog geen f 14.—) per week. Een hoogst karige bezoldiging, die in geen de minste verhouding staat tot de groote verantwoordelijkheid, de werkzaamheden, de bemoeiingen en zorgen welke aan deze betrekking verbonden zijn.

Dit driemanschap: Edmond van Beveren, de kunstschilder en Ansele, is de ziel niet slechts van de Gentsche — wij meenen te mogen zeggen — Vlaamsche socialistische beweging, maar ook van de samenwerkende Maatschappij „*Vooruit*.” Het is dit driemanschap, waarop de anarchisten thans hun scherpste pijlen afschieten, en te recht, want zij zijn het, die, toen de Internationale Werkliebenbeweging als 't ware was verdwenen en het blad *De Werker*, dat vroeger zulk een groote opslag had, ternauwernood nog 100 geabonneerden telde, de coöperatie op levensbehoeften in toepassing brachten en haar tot een nieuw middelpunt van vereeniging hebben gemaakt, allereerst voor de Gentsche arbeiders.

Zeer in 't klein en met weinig kapitaal stichtten zij in de eerste plaats een bakkerij. Tweeërlei valt omtrent deze onderneming op te merken: zij had een gunstige en ongunstige zijde. De gunstige was, dat het gemeenschappelijk bakken van brood te Gent als het ware inheemsch is; in zooverre was het denkbeeld niet nieuw;

*) Ansele is de eerste gerant. Vóór zijn aanstelling werd deze betrekking beurtelings en bij maandelijksche afwisseling door een der bestuurders waargenomen.

maar de ongunstige was, dat een nieuwe Maatschappij werd *ingeschoven*, die haar leden grootendeels uit de andere moest trekken.

De onderneming gelukte evenwel en binnen enkele jaren dorst men het gebouw, waarin o. a. de bakkerij thans wordt uitgeoefend, voor een tijdperk van 18 jaar te huren tegen een huurprijs van 2840 francs per jaren. De eigenaar had echter voor verbouwing en veranderde inrichting 35.000 fr. uitgegeven. Hiervan werd door „*Vooruit*” 10.000 fr. vergoed. Een kapitale som, die huurprijs, maar zij mag gering genoemd worden voor een een zoo uitnemende instelling.

Wij bepalen ons vooreerst tot de bakkerij. Deze is de grondslag van het geheel. Daarop berust tot heden nog de geheele Maatschappij.

Zooals wij reeds gezien hebben, is een der voornaamste verplichtingen der leden, dat zij brood koopen. Nu bedroeg bij het einde van Juni 1887 het aantal gezinnen, waarvan het hoofd lid was, omstreeks 2700 en het aantal brooden, elke week daarvoor benoodigd, het eerbiedwaardige cijfer van 29 à 30.000.

Het eerste financieele geheim dezer instelling is, dat zij met gering kapitaal is begonnen en daarmede kan blijven werken. Dit feit verklaart zich hierdoor, dat de leden het brood, dat zij gedurende de geheele week van de bakkerij wenschen te nuttigen, reeds des Zaterdagavonds of Zondagmorgens te voren betalen; op andere dagen en uren is daar geen gelegenheid voor. Zij koopen alsdan kaarten en met die kaarten betalen zij den bediende, die hun het brood te huis bezorgt. Het bedrag der door hen gekochte kaarten wordt in daarvoor in hun reglement ingerichte tabellen aangeteekend en volgens die aantekeningen wordt de te behalen winst uitgekeerd.

De winst wordt *tweemaal* per jaar uitbetaald, namelijk twee weken vóór Kersttijd en twee weken vóór het „Gentsche feest”. (Een jaarlijksch feest dat op den 2den Zondag in Juli wordt gevierd.) De winst wordt *uitbetaald*, d. w. z. zij wordt noch geheel noch gedeeltelijk te goed geschreven op een spaar- of aandeelenboekje. De uitbe-

taling geschiedt echter niet in geld, maar in broodkaarten. De leden *moeten* de winst dus weder *op maken*, tenzij ze het geld, dat zij voor de broodkaarten, die ze als winst ontvangen, *niet* behoeven te *betalen, besparen*. Voor zulk een besparing geeft „*Vooruit*” echter geen gelegenheid. Zij behoeven de broodkaarten trouwens niet meer alleen om te zetten in brood, maar zij kunnen ze ook uitgeven in den manufactuurwinkel. Van deze gelegenheid wordt veel gebruik gemaakt en dat wordt met genoegen door het bestuur waargenomen. Immers vroeger, toen de leden hun winstkaarten alleen tegen brood konden inruilen, *kochten* zij gedurende eenige weken geen kaarten en kwam er gedurende dien tijd ook geen geld in kas.

De winst wordt elke zes maanden door het bestuur bepaald. Zij regelt zich naar den prijs van de bloem en het brood. Gewoonlijk, en dit was ook in Juni het geval, is de prijs van het wittebrood 35 centimen, dat is 3 à 4 centimen meer dan in andere bakkerijen. De behaalde zuivere winst bedroeg 13 centimen per kilo, hiervan werden twee centimen gereserveerd voor de Maatschappij en 11 centimen aan de leden uitgekeerd *).

Wij waren in de gelegenheid de uitdeeling der winstkaarten bij te wonen en troffen eene der *beide* vrouwen aan, die het grootste aantal brooden (2640) over het afgelopen halfjaar hadden gekocht. Zij ontving als winst 1200 broodkaarten, ieder ter waarde van 22 centimen (11 cent), de kostende prijs, dus zonder winst.

Zooals wij gezien hebben houdt het bestuur van de zuivere winst slechts twee centimen (een cent) per brood voor de zaak in; over een aantal van 29 à 30,000 brooden, is dit een bedrag van f 290. — à f 300. — per week; het minste cijfer tot maatstaf nemende, maakt dit per jaar de aanzienlijke som van f 15,600.

De bakkerij wordt bediend door een chef of meesterbakker en bakkersgezellen. Er wordt dag en nacht door- gewerkt met drie ploegen, zoodat elke ploeg slechts acht

*) Dank zij den lagen prijs van bloem, zal de aanstands tegen Kersttijd uit te keeren winst voor de leden waarschijnlijk 12 à 13 centimen bedragen.

uren per etmaal werkt. De bakkers zijn geheel buiten den kost. Hun loon is 40 centimen (20 cent) per uur, veel hooger dan in andere bakkerijen wordt betaald. De chef of meesterbakker ontvangt 2 franken (1 gulden) per week meer dan de gezellen. Overigens werkt de bakkerij met de nieuwst uitgevonden en doelmatigst bevonden werktuigen; zij is in alle opzichten naar de eischen des tijds ingericht.

De inkoop van bloem geschieden door Anseele. Deze doet dit in samenwerking met vertegenwoordigers van andere broodmaatschappijen, welke daartoe des Dinsdags avonds bijeenkomen. Door aldus gezamenlijk in 't groot en contant in te koopen, koopen allen tegen den minst mogelijken prijs.

De bakkerij die we gezien hebben, heeft ons reeds in het gebouw van „*Vooruit*” gebracht. Wij zijn daar binnengekomen door een breede poort in welke wij onmiddellijk aan de linkerzijde een deur vinden, die toegang geeft tot het gezelschapslokaal, — een lokaal ongeveer zoo groot als de groote zaal van den Amsterdamschen Werkmansbond, doch uitsluitend ingericht voor koffie- of bierhuis. Zij is bijzonder netjes gestoffeerd. De wanden en het plafond zijn vakgewijze fraai beschilderd o. a. met zinnebeeldige tafereelen en spreuken, van meestal socialistische strekking.

Het meubilair is eenvoudig doch doelmatig en goed onderhouden. Men verkoopt in het café *): bier, melk, chocolade, allerlei limonades enz., doch volstrekt *geen spirituelen*, voorts brood en andere ververschingen. Alles wordt verkocht tegen den minsten prijs. Een glas bier b. v., dat in andere zeer gewone lokalen en veel minder aantrekkelijke inrichtingen 6 à 7½ cent kost, betaalt men hier met 5 cent; andere artikelen zijn naar verhouding voor even lage prijzen verkrijgbaar.

Evenals in de werkmansegebouwen hier te lande, is het debiet op gewone dagen in de week, zoo goed als niets. Des te beter is het echter des Zaterdags avonds, Zondags

*) Estaminets noemen de Vlamingen deze inrichtingen, waar schijnlijk omdat er nog veel minder koffie verkocht wordt dan gewoonlijk het geval is in de koffiehuizen hier te lande.

en Maandags avonds. Dit wordt dan ook begrijpelijk als men verneemt, dat de winst van het Café tusschen de 5000 en 6000 francs per jaar bedraagt, zoodat de opbrengst van het Café de huur van het geheele gebouw (2840 fr. per jaar), ruimschoots dekt. Hier zij nog opgemerkt, dat het bijzonder belang der leden volstrekt niet betrokken is bij het maken van meer of minder verteringen, wijl al de winsten die het Café oplevert, in de Maatschappij opgaan.

Wij verlaten nu het Café langs een viertal trappen naar een opkamer, waar zich het ellen (manufactuur)-magazijn bevindt. De ruimte is hier niet groot, ze is zelfs te beperkt, zoodat een gedeelte van de bovenvergaderzaal is ingeruimd voor magazijn van gemaakte goederen, met werkplaats.

De manufactuurwinkel is hoogst eenvoudig. De voorhanden goederen bepalen zich tot de meest courante artikelen. Van mode- en weeldeartikelen is geen sprake. Wij durven niet beweren dat die eenvoud uit beginsel wordt betracht; veeleer denken we er aan dat de te beperkte ruimte tot deze soberheid dwingt. In ieder geval heeft men aan het eerst en het *meest noodige* gedacht. Gij vindt er de winkelbedienden, zoowel mannelijk als vrouwelijk personeel, steeds gereed u van dienst te zijn, en wilt gij het gekochte laten maken of rechtstreeks gemaakte klederen koopen, dan kunt gij op het kleerenmagazijn bij de heeren- of dames-kleedermakers of maaksters terecht.

De eigenaardigheid van den manufactuur- en kleedwinkel is, dat de leden het gekochte, wel altijd con-
stant, doch met de winst die zij van hun brood krijgen kunnen betalen.

Zoals wij gezien hebben, wordt het aantal broodkaarten dat de leden koopen, in hun boekje opgeteekend.

Hebben zij nu een, twee of drie maanden brood gekocht, dan is het bedrag van het gekochte duidelijk waar te nemen; daar bovendien de winsten, die op het brood gemaakt worden, vrij gelijk, in ieder geval over elke maand genoegzaam aan te geven zijn, is het dus

zeer gemakkelijk de leden tot een zeker bedrag van de verworven winst te crediteeren. In het reglement van den winkel is bepaald, dat de leden een maand voor het sluiten der bakkerij kaarten op voorhand kunnen bekomen, om aankooopen in den winkel te doen. Dit zijn echter buitengewone kaarten (tegenwoordig penningen).

Op die wijze hebben de leden reeds een groot deel van de te verwachten winst in manufacturen omgezet, tegen den tijd dat zij de winst kunnen ontvangen. Het bestuur ziet dit, zooals wij reeds opmerkten, gaarne. Vroeger, toen de leden de winst nog maar alleen in den vorm van brood ontvingen, teerden zij van deze winst zoolang de voorraad strekte; de zaak beurde dan gedurende de eerste weken na de winstverdeling geen geld, hetgeen haar niet weinig in moeijeligheden bracht. Nu is dat anders. Bovendien werpt de manufactuur- en kleerenwinkel, waarvan de omzet geschat wordt op 160.000 frs. per jaar, een aardige winst af. Deze winst komt echter niet ten goede aan de leden die koopen en naar verhouding van het bedrag dat zij koopen, maar aan de geheele zaak: de Maatschappij. In het reglement van den winkel is bepaald, dat de winsten er van alle zes maanden worden uitgerekend en dat die winsten, na afhouding van een gedeelte voor socialistische propaganda, in de kas van „*Vooruit*” worden gestort. Het rechtstreeksch genot dat de leden van den winkel hebben, is dus alléén, dat zij er *even* goed doch *goedkooper* worden bediend dan in andere winkels en dat zij er *met de winsten van het brood* kunnen betalen.

Wij verlaten nu den winkel, doch blijven in het gebouw en zoeken het hooger. Daar vinden we allereerst de bureau's voor de redactie en administratie van het dagblad *Vooruit*. Wij vinden, dat schijnt het juiste woord, want die niet weet dat ze er zijn, zal ze er ook niet zoeken. En zelfs als hij het bureau van de redactie is binnengetroten, kan hij moeijelijk raden dat men in zulk een enge ruimte met zulke gebrekkige hulpmiddelen couranten maakt. En waar zijn de redacteurs? Asjeblieft! mogen wij u voorstellen, de „gezellen” X en J. Het

zijn twee jonge mannen, met een blauwe blouse aan, precies zooals gij ze aanstonds op de zetterij zult zien. Die heeren, „gezellen-redacteurs” zou men ze kunnen noemen, verrichten het *dagelijks* of loopend redactie-werk. De eigenlijke leiding van het blad is in handen van den kunstschilder, Anseele en van Beveren, zoodat de hoofd- en meest belangwekkende artikelen waarschijnlijk wel *buiten* dit bureau zijn geschreven zullen worden.

Van het redactie-bureau naar de zetterij. Eveneens een bekrompen lokaal, waar de 17 man die er werken, zich nauwernood kunnen roeren. Aan de vereischte hulpmiddelen, die in een goede zetterij behooren, ontbreekt het er echter niet. Vervolgens naar de drukkerij. Het drukkerspersoneel telt zes personen.

In de drukkerij vindt men, behalve een paar handpersen, een drietal groote persen, waarvan ééne, een dubbele rotondepers, met 8000 fr. is betaald; deze levert per uur 3600 exemplaren van *Vooruit* gevouwen en wel af. Dit is dan ook wel noodig als men weet, dat *Vooruit* een dagelijksche opslag heeft van 12000 exemplaren.

Behalve het dagblad *Vooruit*, wordt aan deze drukkerij nog het weekblad *De Toekomst* afgeleverd en overigens vervaardigt men er het drukwerk voor de Maatschappij, voor andere werklieden-vereenigingen en hetgeen particulieren er willen laten vervaardigen.

Het loon der zetters bedraagt 37 centimen per uur, dat is twee centimen meer dan op andere drukkerijen wordt betaald. De chef der drukkerij heeft eenige centimen meer. Het loon van de beide redacteuren, oorspronkelijk letterzetters, is 26½ franken per week, juist 1½ frank minder dan Anseele ontvangt, en het loon van de drukkers is naar verhouding gelijk.

Eindelijk nog vinden we in het gebouw de vergaderzaal, waarvan reeds sprake was en die voor een gedeelte door den kleerenwinkel in beslag is genomen. Deze zaal is, hoewel vrij groot, volstrekt niet ruim genoeg voor de Maatschappij. Zeer eenvoudig ingericht en gemeubeld, dient zij voor de vergaderingen van de Maatschappij, der socialistische partij en de bij die partij aangesloten

vakvereenigingen, wier banieren en kartels in 't rond de zaal versieren. Op de estrade, die aan een der einden van de zaal zich verheft, is op een lange tafel een rood kleed ahangenderwijze uitgespreid, zoodat de in goud geborduurde letters „VRUHEID, GELUKKEID EN BROEDERSCHAP”, onmiddellijk in het oog vallen. In deze zaal is een bibliotheek die omstreeks 4000 banden bevat, meestal romans en overigens wetenschappelijke werken, in de Nederlandsche en Fransche en enkele in de Duitsche taal. De leden kunnen deze boeken kosteloos ter lezing bekomen.

Wij hebben nu het gebouw van „*Vooruit*” op de Groenmarkt gezien, met hetgeen daarin huist en verricht wordt. Er is echter veel meer te zien, waartoe wij worden uitgenoodigd een verre wandeling te doen.

Terwijl wij ons daarvoor gereed maken en het gebouw verlaten, vestigt men onze aandacht op een apotheek. Een „volksapotheek”, ook al een stichting van „*Vooruit*.” Wij gaan maar niet naar binnen. Waarom ook? Een apotheek is nu eenmaal een apotheek, en deze onderscheidt zich, wat inrichting enz. aangaat, alleen hierin van de andere, dat zij uit onbekrompen beurs en naar de nieuwste eischen is ingericht.

Deelen we echter mede, en dat zal voldoende zijn, dat „*Vooruit*” drie apotheken heeft. De apotheken worden natuurlijk bediend door apothekers. Elke apotheek heeft een apotheker, een hulp en een knecht. Het salaris van de apothekers is 2400 fr. per jaar, benevens woning, licht en brand, en 5 % van de winst. De hulpen hebben 1400 fr. en 2½ % deel in de winst. In deze apotheken kan een ieder, lid of niet lid van „*Vooruit*”, koopen, of wil men, zijn recepten gereed laten maken, doch alweer uitsluitend tegen contante betaling. Hij betaalt echter 50 % of de *helft minder* dan in particuliere apotheken. Twee dier apotheken werpen jaarlijks een winst af, die geschat wordt van de eene omstreeks 2500 fr. en van de andere omstreeks 1200 fr. te bedragen. De derde maakte nog geen winst. De winsten der apotheken komen, evenals die van het café en den manufactuurwinkel, aan de gemeenschappelijke zaak.

Wij gaan nu verder, in gezelschap van de heeren Anseele, den kunstschilder, een beeldhouwer en den architect van „*Vooruit*.” Halt! hier is het. Wij staan voor een der grootste gebouwen, gelegen in de Chartreuzenstraat en vernemen dat het kort geleden is aangekocht voor 40,000 fr. Hiervan is echter 20,000 fr. afbetaald. Voor het overige is hypotheek gegeven. Wij gaan er binnen, en onmiddellijk links een zijdeur doorgaande, bevinden we ons in een zeer ruim vertrek dat volop gestoffeerd en voorzien is met huiden en leder van allerlei soort en hoedanigheid, schachten, voorschotten, leesten, elzen, pennen, draad, pek en allerlei ander denkbaar gereedschap en materiëel, dat een eerbare schoenmaker zoo al dagelijks of van tijd tot tijd in zijn bedrijf bezigt. Dat is de leder-, fournituren- en schoenenwinkel. In dit lokaal beweegt zich een meester-uitsnijder, die eene bezoldiging ontvangt van 26 francs per week. Hij is bezig met schoenmakers die hun bedrijf voor eigen rekening uitoefenen en daarvoor leder en fournituren koopen. Tot deze bemoeiing bepaalt zijn zorg en werkzaamheid zich echter niet. Komt er aanstonds iemand, die, hetzij hij lid of niet lid van „*Vooruit*” is, voor zich of voor kinderen enig schoeisel wil aangemeten en vervaardigd hebben, de meester-uitsnijder is bij de hand. De prijs? Gewoon tarief. Maar wie zal dat bestelde werk maken? Ziedaar een vraag waarmede de besteller of koper weinig te maken heeft, maar die voor het bestuur overwegend was. En het antwoord, het natuurlijkste dat scheen gegeven te kunnen worden, was: de leden der schoenmakersvereniging, welke bij de partij is aangesloten. Zeer goed; maar zijn zij allen bekwaam, en zooal in 't algemeen, wie van hen munten meer bijzonder uit in het vervaardigen van mans-, vrouwen- of kinderschoen? Dat zullen wij onderzoeken, luidde het besluit. En alzoo werd den schoenmakers, leden van de partij, gelegenheid gegeven proefwerk te vervaardigen en in te zenden en daarmede te doen blijken, niet slechts in hoeverre zij bekwaame werklieden zijn en hun derhalve werk kan worden toevertrouwd, maar ook in hoeverre zij uitmun-

ten in zeker soort van werk. De meester-uitsnijder weet nu aan welke werklieden hij ieder soort van werk het geschiktst kan toevertrouwen en *beurtelings* kan geven, en het publiek vindt in deze regeling een waarborg, dat het steeds solide werk krijgt.

Het is voorts de bedoeling, niet slechts op bestelling te laten werken, maar ook een magazijn van schoenen te vestigen, met dien verstande evenwel, dat ook dit magazijnwerk, hoezeer onder streng toezicht, uitsluitend door te Gent gevestigde schoenmakers wordt vervaardigd. De schoenmakers krijgen hun werk volgens daarvoor vastgestelde prijzen betaald. Bij de vaststelling dier prijzen zijn de tarieven, volgens welke de grootste en meest solide patroons te Gent het werk betalen, tot maatstaf genomen.

Wij gaan uit den schoenmakerswinkel en komen door een deur, rechts bij het binnengaan van het gebouw, in een vertrek, dat bestemd is om een magazijn van borstelwerk, kwasten, enz. te worden. Van dit in wording zijnde magazijn, dat echter reeds een grooten voorraad winkelgoederen bevatte, is nog slechts weinig te zeggen. Wij verlaten het dus spoedig, om dieper het gebouw in te gaan, waar wij gelegenheid vinden, in een vrij ruim lokaal, dat hoewel voorloopig, niettemin zeer netjes tot koffiehuis is ingericht, doch al weder zonder „vergunning” — die trouwens in België nog niet behoeft te worden gevraagd en betaald — onzen dorst te lesschen met een goed glas bier voor 5 centen. Wij rusten hier even. Daarna brengt men ons in een ander zeer ruim lokaal, dat er inzonderheid van getuigt, hoe de Gentsche vrienden aan alles denken en doen. Dit lokaal was uitsluitend gestoffeerd en gemeubilleerd met gymnastiek-werktuigen. Een gymnastieklokaal dus! Juist geraden. En een van de beste in zijn soort. Geheel nieuw aangelegd, was het tevens voorzien van *al* de werktuigen, ook de nieuwste, die op het gebied der gymnastiek bekend zijn. De leden kunnen zich in dit lokaal naar hartelust oefenen en vermaken. Of er, hetzij geregeld, hetzij op gezette avonden eenige leiding wordt gegeven door een gymnastiekonder-

wijzer, durven wij niet te zeggen. Waarschijnlijk wel; maar wij hebben het vergeten te vragen. Een verzuim! Toegegeven; was het 't eenige maar, waaraan wij ons, nu wij ons rapport samenstellen, blijken schuldig gemaakt te hebben!

De bovenvertrekken van het gebouw waren nog zeer oorspronkelijk, gewone woonvertrekken. Timmerlieden, natuurlijkerwijze, almede leden of partijgenooten, waren evenwel bezig aan het uitbreken enz., met de bestemming van verschillende vertrekken, o. a. een waarin voorloopig de vergaderingen van het bestuur kunnen worden gehouden. Deze werklieden waren onder toezicht van den reeds genoemden architect, rechtstreeks in dienst van de Maatschappij en verrichtten hun werk in daghuur. En dat ging, naar men ons verzekerde, zeer goed, evenals het geval is met alle andere werklieden die de Maatschappij in haar dienst heeft; want het zijn allen socialistischen — zoo voegde men er bij — die van het beginsel doordrongen zijn, en het werk daarom aanpakken met een ijver en toewijding alsof het hun eigen belang gold.

Er is boven overigens niet veel te zien, zoodat wij spoedig weder beneden zijn om aan de achterzijde het "gebouw" even te verlaten. Hier bevinden wij ons op een vlakte, groot 6 aren en 40 centiare. Deze vlakte is bestemd om er een groot vergader- en feestgebouw op te plaatsen, waarvan de kosten begroot worden op ongeveer 35,000 gulden. Het benedengedeelte wordt één groote zaal met galerijen en tooneel. Omstreeks 3000 menschen zullen er plaats kunnen vinden. Het bovengedeelte van dit gebouw wordt ingericht voor zitting- en vergaderlokalen, waar de bestuurders van verschillende vakverenigingen, die bij de partij zijn aangesloten en waar die verenigingen zelfven, indien haar ledental althans niet al te groot is, geschikte gelegenheid vinden voor hun bijeenkomsten. Is het achtergebouw eenmaal gereed, dan wordt ook de inrichting van het voorgebouw gewijzigd, het koffiehuis belangrijk vergroot, een bibliotheek aangelegd enz. Wij lieten ons dit alles verklaren door den reeds genoemden architect, ook een partijgenoot.

Wij zijn, zooals te begrijpen is, aanhoudend een en al verwondering over hetgeen wij zoal zien en hooren. En toch is het einde van hetgeen er te zien en waar te nemen valt, voor ons nog zoek. Het is weder een heel lange wandeling die wij moeten maken. Thans naar een der eindten van de stad. Men heeft te Gent den loffelijken inval gehad, evenals het geval is met enkele gemeenten in ons land — men denke b. v. aan Haarlem, Utrecht, Nijmegen, Groningen en er zijn er wellicht meer — om een gedeelte der vroegere vesting- of verdedigingswerken, tot plantsoen aan te leggen. Te Gent is die proef uitmuntend geslaagd. Het is een heerlijke wandelplaats waar men ons bracht, een welkome afwisseling na een lange en vooral door aanhoudend gepraat en gesnap nog al vernoeiende wandeling, langs huizen en niet anders dan huizen. Maar dit heerlijke park was het doel niet van den tocht. In de onmiddellijke nabijheid daarvan moesten wij zijn. Vraagt ge nog waar? Zie die roode vlag, uitstekend boven het groen der boomen en een enkel dak. Hier langs vindt ge een ingang. Lees maar, "*Volkspark Vooruit*." Wij gaan bezijden een groot gebouw het park binnen en bevinden ons in een aanzienlijke ruimte, die echter niet meer te overzien is, daar zij is ingenomen door een getal van 53 priëlen, elk van 15 tuinstoelen voorzien. In het midden verheft zich een kolossale muziek-tent, op wier top de zooveen genoemde roode vlag wappert. Van eenige ruimten aan de kanten van het park is partij getrokken voor verschillende uitspanningen. Men vindt er één ruimte, door een hek afgescheiden, met gymnastiek-werktuigen. Eenige jeugdige werkgasten (het was Maandag) zijn er bezig hun spieren te ontwikkelen en de kracht er van te meten door het torsen van ijzeren stangen, aan wier uiteinden ballen van verschillend gewicht zijn bevestigd; in andere gedeelten van het park bevinden zich schommels en andere vermakelijkheden voor kinderen.

De priëlen zijn alle van latwerk, uitnemend netjes getimmerd en groen geverfd. Overal er langs is klimop

en wilde wijngaard geplant, zoodat zij binnen enkele jaren dicht begroeid zullen zijn en men alsdan beschut is tegen de zon. — Of deze wijze van inrichting gelukkig mag heeten, zal op den duur moeten blijken. Hier te lande toch ziet men zulke priedeelen opzettelijk vermijden, om de spinnen die er zich in nestelen. — De overige ruimte is met boomen geplant en wordt door tafeltjes en stoelen ingenomen, zoodat 900 menschen tegelijk een gemakkelijke zitplaats in het park kunnen vinden. Er is dan nog niet gerekend op het gebouw, een soort van landhuis, waarin de restauratie en de buffetten zich bevinden.

Nog één ruimte, die onze bijzondere opmerkzaamheid trok, hebben wij voor het laatst bewaard. Het was een vlak van omstreeks vier vierkante meters, dat men bezig was te bemetselen. De bestemming van dit vlak was een fundeering en haar bestemming om een monument te dragen. Wij hadden van dit monument reeds gehoord en gezien. De vierde persoon van ons gezelschap, de beeldhouwer, bracht ons op weg naar het Park, in zijn atelier. Hier zagen wij het model in gips gereed van het beeld, dat bestemd was, om in brons gegoten en op een voetstuk van kostbaren steen geplaatst, het monument te vormen.

Dit beeld, ruim drie en een halven meter hoog en een meesterstuk van beeldhouwkunst, stelt het vooruitstrevende socialisme voor, in den idealen vorm eener fiere forsche maagd, met golvende haren, staande op een wereldbol, die onverschrokken over de hinderpalen der reactie heenrolt. Het schoone hoofd, met gelaatsstreken vol vuur en geestdrift, prijkt met de phrygische muts, waarop een zwaluw is gezeten, als zinnebeeld van het internationale karakter der arbeidersbeweging. Kloek houdt zij de fakkel der volksverlichting in de hoogte, terwijl zij met de andere hand de verbroken boeien toont, waarin het volk eeuwen lang geestelijk en lichamelijk werd gekluisterd. Aan hare voeten liggen verpletterde pausenkronen, scepters en zwaarden, daarnaast een reusachtige doodkist, met geldbeurzen behangen, die de overwonnen heerschappij van het kapitaal verbeeldt.

Wij hadden met het park nu zoowat alles gezien wat geacht kon worden bezienswaardig te zijn, wij waren bovendien moede en daar ook de maag haar eischen deed gelden, lieten wij ons door den aanwezigen hospes eenige ververschingen toedienen. Onder het gebruik daarvan konden wij alle inlichtingen vragen en bekomen die wij wenschten. Aldus luisterende, vragende, opmerkende en aanteknende, vernamen wij van alles en allerlei, en toch niet genoeg. Er was zooveel te vragen en zooveel op te merken, dat wij waarlijk nog te veel hebben verzuimd.

Omtrent het Park vernamen wij o. a. dat „*Vooruit*” het onbebouwde terrein heeft gehuurd voor 200 gulden per jaar.

De aanleg van het Park, de bouw der muziektent en priëlen, de beplanting enz. enz., is geheel naar de keuze en de voorschriften van het bestuur der Maatschappij, dus geheel onder zijn leiding, geschied, doch voor *rekening* van den eigenaar. De aanleg is dus eigendom van dien eigenaar, doch de Maatschappij betaalt hem, ter vergoeding voor het gebruik, 4% rente per jaar van het kapitaal dat hij voor dien aanleg heeft uitgegeven.

Dit Park is den 18den Mei 1887 voor het publiek opengesteld.

Den Zondag die aan ons bezoek voorafging, had er voor 't eerst een muziekuitvoering plaats gehad van een fanfarekorps uit Antwerpen. Hoe groot het aantal personen is geweest, dat op dien dag van het park heeft genoten, was bij benadering zelfs niet op te geven. Dat het echter zeer groot is geweest, kan gemakkelijk worden afgeleid uit hetgeen bij die gelegenheid in het park verorberd, althans verkocht is en het aantal bedienden dat noodig is geweest om te zorgen, dat aan alle aanvragen om ververschingen zoo spoedig mogelijk werd voldaan. Om met het laatste te beginnen, zij vermeld, dat op dien dag 26 personen, mannen en vrouwen, uitsluitend voor de zorg en bediening van consumtie dienst hebben gedaan. Verkocht zijn op dien dag: omstreeks 800 fransche broodjes, 234 gebakken scholletjes, 30 kilo „paling in 't zuur” (gekookte paling

met zuring — de bekende groente — een kost die zich goed laat smaken), 12 roggen (de ook hier te lande bekende visch) 12 groote hammen (uitgesneden) 2 balen mosselen, 1800 boterkoeken, 8 tonnen en 400 flesschen bier, voorts groote hoeveelheden rijstap, *Pomme de terre friet* (in vet gaar gekookte aardappelen — een kost die zich eveneens wel laat smaken), kaas, melk, limonade enz.; doch alweer *geen* spiritualiën, want deze worden in het „Volkspark” zoo min als in de andere inrichtingen van „Vooruit” verkocht.

De genoemde cijfers zijn ongetwijfeld indrukwekkend. Er blijkt bovendien nog uit, dat de spijslijst van het Volkspark aan verscheidenheid geen gebrek heeft.

Twee weken na ons bezoek zou het te Gent kermis zijn, of liever, zou het feest gevierd worden, dat de gemeente, gelijk zoovele andere Belgische steden, jaarlijks geeft of bevordert. Het behoeft ternaauwernood gezegd, dat daarop door het bestuur reeds werd gerekend. Wij zagen o. a. een partij van 2500 flesschen en een naar verhouding even groot aantal borden, messen, lepels, vorken enz., expresselijk vervaardigd en in de fabriek gemerkt met: „*Vooruit te Gent*.”

Wij vernamen voorts nog, dat het „Volkspark” toebehoort aan een vermogenden advocaat, *geen* socialist, doch een voorstander van de coöperatie. Het is dezelfde die de Maatschappij tegen $3\frac{1}{2}\%$ rente, geld geleend heeft voor het aankopen van een terrein, gelegen op den Nijverheids-boulevard nabij dezevaartinrichtingen van Gent, 6000 vierkante meters groot, à $f 2.50$ per meter. Een daaraan grenzend terrein, groot 20000 vierkante meter, had het bestuur bovendien nog in optie; het kon dit aankopen voor 1 franc per meter. De voorloopige bestemming van het terrein, groot 6000 meter is, om daarop een meel- en broodfabriek, steenkolenmagazijn en werkmanswoningen te bouwen. *)

*) Naar wij vernemen is onlangs (half November) de verkoop van steenkolen op dit terrein reeds begonnen. Reeds binnen zes dagen na den aanvang waren 300 ton, dat is 300.000 kilogram verkocht. Sedert is dagelijks 20.000 kilogram per spoor aangevoerd en dit is

Onze taak is ten einde. Hetgeen wij omtrent de verschillende instellingen te Gent hadden mede te deelen is vermeld, voor zoover dit althans zaakrijk was te doen. Dat al hetgeen wij gezien en gehoord hebben, ons aanleiding geeft tot allerlei beschouwingen en opmerkingen, behoeft ternaauwernood te worden verzekerd. De bestemming van dit geschrift en de ruimte waarover wij te beschikken hebben, laat echter niet toe ze alle en zoo uitvoerig als wij gaarne zouden wenschen hier uiteen te zetten. Enkele er van vinden daarom een plaats, en daaronder die welke wij reeds gelegenheid hadden mondeling tot de Gentsche vrienden te richten.

Hoe het anderen zou gaan weten wij niet, maar wij waren voortdurend een en al bewondering, bij het zien en hooren van zoovele en zoo kostbare ondernemingen, en bij het opnoemen van al de tienduizenden, die aan *dit* zijn besteed, voor *dat* zijn bestemd en voor *iets anders* weder benoodigd zijn. Op onze wel te verklaren vraag, die wij ons telkens veroorloofden, waar dit en dat weder van zou worden betaald, was steeds het antwoord: in de eerste plaats uit het aan de Maatschappij komend deel van de winst der bakkerij, die *zuiver* op *ten minste* $f 10,000$ per jaar wordt berekend, en vervolgens de winsten die de overige inrichtingen: manufactuur- en kleederenwinkel en de apotheken thans reeds opleveren en die in de toekomst van den leder- en schoenenwinkel, het magazijn van borstelwerk, het volkspark enz. enz., worden verwacht. Op de bakkerij, dit werd erkend, drijft echter in hoofdzaak de geheele Maatschappij. Houdt deze zoo rijke bron van inkomsten op te vloeien, dan wordt aan tal van vooruitzichten de bodem ingeslagen. Dat dit het geval zal worden, is echter niet te voorzien, al blijft de mogelijkheid er van bestaan. Het spreekt evenwel van zelf, dat het gevaar dat met nauwelijks voldoende om de menigvuldige bestellingen uit te voeren. Er is in 't begin van December een contract gesloten voor de levering van tien schepen, ieder 300 ton metende, en daarmede hoopt men aan de aanvragen te kunnen voldoen. De prijs der gewone (Bergsche) steenkolen is bij afhaling aan het terrein 40 centen en aan huis $42\frac{1}{2}$ centen de 50 kilogram.

de derving van de groote winsten der bakkerij, de geheele grootsche onderneming in duigen zou vallen, al minder wordt, naarmate de bezittingen der Maatschappij aangroeien en de andere inrichtingen tot bloei komen en al meer productief worden, zoodat ook zij de te verwachten winsten afwerpen.

Hoe dit zij, de bakkerij was tot heden en is grootendeels nog, het middelpunt en de drijfkracht der Maatschappij. Het middelpunt, omdat de leden *door* en *in* haar uitsluitend rechtstreeksche baten en winsten vinden. Zij is het dus die *aantrekt*, aan haar *dankt* de Maatschappij haar zoo aanzienlijk aantal leden, die tevens weder klanten worden van haar overige inrichtingen. Valt zij, of levert zij de winsten niet meer op, die nu, zoo niet *uitsluitend* dan toch *grootendeels* en zoo niet *alleen* dan toch de *meesten* tot deelneming en volhouden *uitlokten* en *aanmoedigen*, dan kan op debiet voor de andere inrichtingen weinig meer gerekend worden. En de bakkerij is de drijfkracht der onderneming, omdat van haar het kapitaal moet komen waarmede gewerkt wordt. Het zuiver inkomen van ten minste f 10.000 per jaar, dat de Maatschappij van haar geniet, is met de kleinere winsten van de andere ondernemingen schier het eenige inkomen waarover zij beschikt. Die winsten stellen haar in staat, niet slechts om zich uit te breiden, maar vooral ook, om alle bestellingen en inkoopten terstond te betalen. Dit is op zich zelf voordeel, omdat zij daardoor minder afhankelijk behoeft te zijn van creditoren. Aan credit behoeft het der Maatschappij echter niet te ontbreken. In de eerste plaats niet, omdat zij aan al haar verplichtingen geregeld voldoet en steeds heeft kunnen voldoen, en in de tweede plaats niet, omdat de schuldeisers in de statuten der Maatschappij een belangrijken waarborg vinden. Deze statuten, die ingericht, gedeponeerd en in de Belgische *Staatscourant* geplaatst zijn, volgens de daarvoor geldende wetten van 18 Mei 1873 en 2 Juli 1875 — wetten ongeveer gelijk aan de wet van 1876, welke hier te lande de Coöperatieve Vereenigingen regelt — geven de Maatschappij rechtspersoonlijkheid.

In deze statuten is bepaald, dat:

1o. het maatschappelijk kapitaal ten minste 10.000 fr. zal bedragen;

2o. een reservefonds wordt gevormd tot een bedrag van tenminste $\frac{1}{10}$ van het maatschappelijk kapitaal;

3o. de leden aansprakelijk zijn tegenover derden, doch slechts tot een bedrag van 10 francs per hoofd.

Ligt het misschien aan onze onjuiste opvatting, wanneer wij de aansprakelijkheid sub 3o., in strijd achten met art. 9 van het reglement *) en meer bepaald met de daarin voorkomende woorden: "*het tekort moet gezamenlijk door de laatst overblijvende worden aangevuld?*" Overigens vinden wij in het reglement geen voorschrift betreffende de sub 3o. genoemde aansprakelijkheid der leden.

Het aanzienlijke credit-vermogen, dat „Vooruit,” volgens de bepalingen der statuten en haar gebleken soliditeit heeft, vordert echter groote voorzichtigheid. Want gesteld dat een of meer leveranciers, door een al te grooten, van hunne zijde verklaarbaren, *lust* om *saken* te doen, zich aan een belangrijk credit wagen, of gesteld dat eenige kapitalisten samenspannen, om een Maatschappij als „Vooruit,” die vóór alles haar strijd *tegen* het kapitalisme volhoudt en *voornamelijk* om dezen te kunnen *blijven* voeren, daarvoor geld en aanhang te vinden, zich gevestigd heeft en ontwikkeld, — gesteld dat eenige kapitalisten samen wilden spannen om zulk een vijand te fnuiken en te vernietigen, daartoe zou geen kalmer, doeltreffender en zekerder werkend middel zijn, dan eenige leveranciers aan te moedigen, onder borgstelling hunnerzijds, de Maatschappij gedurende eenigen tijd te *overladen* met credit en dit op een gegeven oogenblik, als zij dubbel en dwars in de schulden zat, te

*) Art. 9. De duur der Maatschappij is onbepaald, echter zal zij kunnen onttrokken worden indien de bijdragen te kort schieten om haar noodwendigheden te voldoen. Het geheele bedrag der aan de Maatschappij behorende voorwerpen en fondsen zal de borg zijn voor het voldoen der schulden; het nog tekort moet gezamenlijk door de laatstblijvende leden worden aangevuld. In tegenovergesteld geval zal het overgeblevene aan de Gentische afdeling der Belgische Socialistische Werklieden-Partij overgeleverd worden.

stoppen, zoodat zij niet voort *kon* werken, en zich gevangen en verloren *moest* geven †). Vergissen wij ons niet, dan wordt dit gevaar, dat zoowel door de leveranciers als door het kapitaal in 't leven kan worden geroepen, door de bestuurders gestadig onder de oogen gezien en door hen gezorgd, dat steeds een flink kapitaal voorhanden blijft, om bij den minsten stilstand of tegenstand, waardoor het bedrijfskapitaal vermindert en de betalingen niet geregeld kunnen plaats hebben, te kunnen worden aangesproken. Tijdens ons bezoek bedroeg dit kapitaal, dat

†) Dat wij hier niet geheel mis tasten, blijkt uit het volgende dat men ons schrijft: „wat gij vreest is maar mogelijk, wanneer wij zoo dwaas zouden zijn ons maar altijd koopwaren te laten zenden, zonder te weten of wij die verkoopen kunnen.“

Bovendien schijnt onze veronderstelling van mogelijk gevaar van de zijde der kapitalisten niet ongegrond, al is het nog niet voorgekomen in den vorm, dien wij ons voor den geest stelden. De fabrikan-ten en meergegoeden te Gent hebben nog niet gepoogd „Vooruit“ rechtstreeks te vernietigen, maar wel pogen ze door een scherpe concurrentie haar en met haar den socialistischen invloed en ontwikkeling te fnuiken. Het middel daartoe beproefd, is de oprichting eener vereeniging genaamd „Het Volksbelang“, eveneens een bakkerij, die op de grootst mogelijke schaal opgezet en met een belangrijk kapitaal werkt ten einde grooter winsten te kunnen maken en uitkeeren dan „Vooruit“. Volgens de Gentsche vrienden heeft die oprichting echter tot gevolg gehad, dat de verschillende kleinere bakkerijen die te Gent bestonden en *geen* socialistisch karakter hadden, zijn opgegeven of haar ledental belangrijk hebben zien verminderen, terwijl het ledental van „Vooruit“ aanhoudend aanmerkelijk toeneemt.

Het *Sociaal Weekblad* van 3 December l., ontleent aan *Het Volksbelang*, het orgaan dier vereeniging, dat zij in April van dit jaar werd opgericht. Op 1 Mei, toen de bakkerij werd geopend, telde zij reeds 900 leden. Binnen zes weken tijds, op 15 Juni, was het ledental reeds geklommen tot 2479 en drie maanden later, op 18 September, stonden er reeds 6389 opgeteekend in het ledenregister. Voorts vertrouwt het bestuur, dat vóór den aanvang van het volgend jaar, de kring der leden tot een 8 à 9000 tal zal zijn uitgebreid.

De behaalde winst bedroeg op 15 Juni 10.000 francs en in de volgende drie maanden 53.000 francs. Begrijpt het S. W. de inrichting goed, dan maakt de vereeniging op elk brood een zuivere winst van 10 centimes (dus minder dan in „Vooruit“) en wordt dat winstbedrag op spaarboekjes ten name der leden ingeschreven. Dit is, zooals wij gezien hebben in „Vooruit“ ook het geval, doch met de bepaling, dat zij de winst in brood, manufacturen enz. omzetten en zonder de gelegenheid haart te kunnen besparen. In „Volksbelang“ schijnt die bepaling niet te bestaan, daar, volgens het S. W., van de 2303 uitgegeven spaarboekjes, einde Juni niet meer dan 300 door de rechthebbenden waren te gelde gemaakt.

in de Bank van Vlaanderen was belegd, 24.000 francs.

Welke uitbreiding de Maatschappij in de toekomst nog zal erlangen, indien, door de voordeelen gelokt, het ledental zich blijft uitbreiden, de nieuwe inrichtingen en ondernemingen zich in denzelfden bloei mogen verheugen als de reeds gevestigde, en de plannen van een vereenigingsgebouw, meel en broodfabriek, werkmanswoningen, steenkolenmagazijn enz., met andere kleinere plantenen die in dien tijd ongetwijfeld nog zullen rijpen, voltooid zijn, welke aanzienlijke eigendommen de Maatschappij gaandeweg de hare zal mogen noemen, is niet te voorzeggen. Verwondert het iemand dan, dat wij dat alles overziende, in een gesprek daarover, de opmerking maakten, dat „Vooruit“ te Gent, vrij wel op weg was de sociale quaestie op te lossen? En toch sloegen wij, naar het eenstemmig oordeel van de Belgische vrienden, den bal gladweg mis. Hunne stellige overtuiging is en blijft nog, dat, zooals zij zich eigenaardig uitdrukten, „de sociale quaestie op straat zal moeten worden uitgevochten.“ Toen wij ons daarop echter de bedenking veroorloofden, dat men, deze overtuiging deelende, met het bevorderen van zulke grootsche ondernemingen en het bijeenbrengen van zulk een groot kapitaal in gemeenschappelijk eigendom op den verkeerden weg was, want dat de partijgenooten, tevens deelgenooten aan dien eigendom, hun belang nimmer zoozeer zouden voorbijzien, om aan de vernietiging van dat alles mede te werken of die vernietiging te bevorderen, was het antwoord: „dat men stellig geloofde aan een tijdperk waarin men van boven af, van de zijde van het kapitaal, de regeerende en heerschende klasse, dat alles zou trachten te vernietigen.“ „Indien dit het geval mocht worden“, zoo merkten wij ten slotte op, „dan vindt ge ons bereid, ons bij u aan te sluiten, om uw eigendom te verdedigen!“

Wij kunnen moeielijk nalaten met een kort woord te wijzen op het eigenaardige karakter van de geheele samenstelling en inrichting der Gentsche Maatschappij, die in zoo menig opzicht onze belangstelling en bewondering

wekt. Wezen wij er in den aanvang op dat de coöperatie, aanvankelijk zoozeer afgekeurd en veroordeeld door de sociaal-democratische partij, in de laatste jaren als 't ware met beide handen weder wordt opgevat, zij 't dan ook in hoofdzaak als middel voor propaganda en omdat de ontdekkende heeft geleerd, dat de lagere klassen met enkel woorden en beloften op den duur niet zijn te bevredigen, bijeen te brengen en te houden, dan geldt dit slechts in een betrekkelijken zin van „*Vooruit*” te Gent. Immers het eigenaardige der coöperatie heeft de Gentische Maatschappij al in heel geringe mate. Indien de partijgenooten, wat het geval schijnt, vooral in andere landen, met eenig wantrouwen gadeslaan hetgeen te Gent geschiedt, dan mogen zij inderdaad niet voorbij zien het bijzondere, waardoor de daar in praktijk gebrachte coöperatie zich onderscheidt. Dan dienen zij er vooral op te letten, dat het karakter van socialisme, voor een groot deel zelfs communisme, in die geheele inrichting véél meer op den voorgrond treedt dan dat van coöperatie.

Men lette hier wel op. Alles is te Gent collectief (gemeenschappelijk) eigendom. Geen der leden kan ook maar één centime van de bezittingen der Maatschappij zijn bijzonder eigendom noemen. Treedt hij toe, dan betaalt hij 25 centimen, ontvangt hij zijn eerste winst van de bakkerij, dan moet hij er één frank van afstaan voor zijn aandeel in het kapitaal der Maatschappij. Wordt deze onthouden terwijl hij nog lid is, dan is hij tot een bedrag van 10 franken borg voor de schulden die overblijven, is er daarentegen bij de ontbinding een batig saldo, dan komt het aan de Socialistische Werklieden-Partij. Hetzij een lid vrijwillig uitreedt of geschrapt wordt, in beide gevallen heeft hij op *niets* meer aanspraak dan op het deel der winst van het brood, dat hij in de loopende zes maanden heeft gekocht. Hetzelfde is bij overlijden, met zijn weduwe of erven het geval.

Hetgeen met de bakkerij begonnen is, dat ieder de beschikking krijgt over het deel der winst, dat mede door zijn toedoen, immers *omdat* hij gekocht heeft, is behaald,

is met de andere instellingen niet voortgezet. Het *eenig* voordeel dat de leden van die andere instellingen hebben is, dat zij er *goedkooper* kunnen *teren* of *koopen* dan bij particulieren. Het heeft ons zelfs niet getroffen, dat dit voordeel uitsluitend voor de leden is voorbehouden. Immers in de apotheken kan ieder zich laten bedienen volgens het vastgesteld tarief, in de bier- en koffiehuisen en het volkspark worden, voor zoover wij hebben kunnen na-gaan, niet-leden niet geweerd. En te recht geschiedt dat, want al is de winst die de Maatschappij zich voorbehoudt, kleiner dan waarmede particulieren het kunnen stellen, zij beoogt in elk geval *winst*, dáárom is het haar te doen, er is dus geen enkele reden waarom zij deze van niet-leden niet even gaarne zou aannemen als van leden. En het winstaandeel van de bakkerij wordt zelfs niet in geld doch in natura uitgekeerd, zoodat de leden slechts in zeer beperkten zin de beschikking hebben over hetgeen hun persoonlijk wordt toegekend; zij kunnen er brood, manufacturen, in de toekomst misschien schoeisel en andere benodigdheden voor koopen, maar hun kooplust moet beperkt blijven tot de magazijnen van „*Vooruit*.” En men verlieze vooral niet uit het oog, hoe waarschijnlijk een belangrijk kapitaal jaarlijks aan propaganda wordt besteed. Men denke aan de tienduizenden brooden waarmede „*Vooruit*” het vorig jaar de werkstakingende mijnwerkers in Henegouwen heeft gevoed. Hoe zij dat heeft kunnen doen, is nu tevens verklaard. Zoo ook is het bij voorbeeld niet denkbaar, dat het *Dagblad „Vooruit”*, zij 't ook met een oplaag van 35,000 exemplaren, zonder belangrijke verliezen, tegen den prijs van 8 francs per jaar kan worden uitgegeven. Te minder, omdat het zoo goed als *geen* advertentiën heeft. En hoeveel meer wordt er besteed aan andere propaganda, uitsluitend voor de socialistische partij?

Van eenig deel in de winsten aan den gerant, directeur of administrateur, de bestuurders, chefs, meesters of ander werkend of administreerend personeel in de onderscheidene bedrijven, is geen sprake. Een uitzondering

den broodrijder toe, denzelfden ijver en samenwerking blijven betrachten, zullen allen, doordrongen van toewijding aan de partij die het geldt, de onderneming en haar alleen in het oog blijven houden, met geheel voorbijzien van bijzondere belangen, zullen zij met het besef en de wetenschap, die niet uit *kunnen* blijven, dat het maken van winsten en van meer of minder winsten, van hun samenwerking en hun inspanning grootendeels afhankelijk is, niet vertragen en verzwakken?

Het is waar, de naijver der leden behoeft niet groot te zijn. Daarvoor is al zeer weinig aanleiding. Zoolang de loonen van de werklieden, in dienst van particulieren, slechts één frank of een paar franken per week minder bedragen dan die, welke in dienst zijn van de onderneming en dezen bovendien geen *extra* voordeelen genieten, zullen weinigen het als een voorrecht beschouwen voor en in de onderneming werkzaam te zijn. Even zoomin hebben de werklieden reden hun chefs te minachten, die voor een paar franken meer dan zij, een zooveel grootere verantwoordelijkheid hebben, terwijl het verschil tusschen de hoofden der ambachten en het ambtenaarspersoneel, den gerant daaronder begrepen, wederom zóó gering is, dat daardoor allerminst aanleiding tot een klovetusschen hen beiden kan ontstaan. Een tegenovergesteld gevaar is dunkt ons veeleer te duchten. De geldende regel immers is, dat de bezoldiging in klimmende mate moet verschillen, niet altijd naar gelang van den arbeid die verricht wordt, maar in verhouding tot de verantwoordelijkheid, welke deze of gene betrekking oplegt en naar het gezag dat zij geeft. Die regel geldt voornamelijk in de ambtenaarswereld, maar zij geldt niet minder bij de werklieden. „Wat verbeeldt hij zich wel”, hoort men menigmaal zeggen, „in welk opzicht verschilt zijn afkomst en verleden met de onze, wat is hij meer dan wij, hij is immers ook blijde dat hij te eten heeft, en wat verdient hij meer, op wat grond matigt hij zich dus het recht van commandeeren aan? Laat hij maar op zich zelf passen, als mijnheer hem gedaan geeft, heeft hij evenmin te eten als wij, indien wij zonder

maken de apothekers. Waren dezen, die, in verband met den aard van het beroep, niet in zulk een groot aantal voor de hand zijn als gewone ambachtslieden, onder geen andere voorwaarden te vinden? Opmerkelijk is het in ieder geval, dat zij de eenigen zijn op wie het geldend coöperatief beginsel is toegepast.

Zien wij de loonen van beampten en werklieden, dan is het communistisch stelsel, de volkomen gelijkheid, wel is waar niet streng toegepast, maar een eenigszins zuiver socialistisch beginsel kan men er heel moeilijk aan ontsagaan. Denken we ons allereerst het hoofd, maar zoo mogen we Ansele waarschijnlijk niet noemen, al is hij ongetwijfeld de ziel, in ieder geval de man, de talentvolle, beweeglijke en rusteloze man, die zijn oog over alles heeft te laten gaan, de leidende gedachte, wiens tijd geheel en al wordt in beslag genomen door de onderneming, die zich aan haar en de partij geheel wijdt, die u schier geen half uur achtereen geregeld te woord kan staan, zonder dat de een of ander, over dit of dat, hem komt spreken of raadplegen, — zulk een man, die bovendien des Zondags van stad tot stad en van dorp tot dorp trekt om de zaak te verkondigen, heeft eene bezoldiging van f 14. — per week. *Veertien gulden*, dat is *minder* dan menige verkooper van dagbladen wint; slechts een paar franken *meer* dan de meester schoenmaker-uitsnijder, dan de meester bakker, de chef der drukkerij enz.; en dezen hebben slechts een paar franken meer dan de werklieden, van wie alleen kan worden getuigd, dat hun loon *iets* hooger is dan bij particulieren, maar 7 franken *meer* dan een bakker, die, na een dagelijkschen werktijd van 8 uren, van zorgen vrij, zijn blouse uittrekt, rust en geniet. Denk u voorts een *boekhouder-kassier* van zulk een onderneming met een salaris van slechts 24 francs per week.

Waarlijk, het coöperatief karakter treedt in de Geniesche Maatschappij vrij wel op den achter-, het sociaaldemocratisch daarentegen zeer sterk op den voorgrond.

Zal dit op den duur zoo blijven? Zullen de beampten, meesters en werklieden, van den gerant tot

werk zijn." Zoo spreekt men in het gewone leven over de chefs en meesters. Is dat niet het geval in de Gentsche onderneming en daar vooral, waar allen, in hooger en lageren rang, leden zijn van de onderneming, met volkomen gelijke rechten als zoodanig? Heeft ernstige toewijding, het groote doel: de onderneming en zij alléén, de werkheden zoowel als de hoofden van tal van alle-daagsche kleingeestigheden, vooroordeelen en zonden gezuiverd, wordt eenzijdigs humaniteit, anderzijds gehoorzaamheid voldoende betracht en is het plichtbesef bij allen zóó genoegzaam ontwikkeld, dat zulke storingen, die de zoozeer gewenschte harmonie en samenwerking schier altijd belemmeren, niet zijn te vreezen?

Zullen eindelijk de leden er in blijven berusten, dat de winsten der verschillende inrichtingen, met uitzondering van die der bakkerij, altijd door gebezigd worden, deels tot nieuwe uitbreiding en schepping, deels voor socialistische propaganda? En gesteld dat van deze of gene zijde gevaar te duchten is, zal dan het in den aanvang genoemde „Midden-Comiteit", wiens taak het is het gehalte te beoordeelen der verkiesbare kandidaten voor of de gekozene leden van het bestuur, niet mistasten, zoodat dit lichaam, dat uit den aard der zaak zulk een onbegrensde macht heeft, eensgezind en dus sterk genoeg zal blijven tegen mogelijke oppositie van welken aard ook, die zich te avond of morgen, hetzij onder het bedienen en werkend personeel, hetzij onder de leden, zou kunnen ontwikkelen?

Wij deden slechts vragen; enkele van de *talrijk* vele die zich bij het opstellen van de schets aan ons opdrongen. Volstrekt niet met het plan om bezwaren op te werpen en bedenkingen in te brengen, schreven wij ze ter neer; maar wel om eenzijdigs te doen uitkomen hoezeer, ook zelfs nu de onderneming in vollen bloei is en daarom te eer, meer dan anders het inacht nemen van de meest mogelijke voorzichtigheid een der grootste levensvoorwaarden voor haar is. Anderzijds wilden we doen uitkomen, hoezeer een onderneming als die te Gent, een alleszins aanhoudende waarneming en studie verdient

van allen, die zich ernstig bezighouden met het sociale vraagstuk en met de middelen, die een gunstig verloop er van kunnen bevorderen.

Overigens hopen wij van ganscher harte, dat de onderneming te Gent zich in een voortgaanden bloei zal blijven verheugen en zij een voorbeeld zal mogen worden van de wijze waarop de coöperatie behoort te worden toegepast. Het karakter kan ons hoegenaamd niel schelen, waar het op aankomt is, dat de zaak zelf op den duur levensvatbaar blijkt te zijn. Is dat het geval, dan bestaat er zeker geen geschikter en spoediger werkend middel, om den toestand der werkheden op duurzame wijze te verbeteren.

De opdracht die wij ontvingen, was een schets te geven van de coöperatie te Gent. Gelijk bekend is, dreef niet louter nieuwsgierigheid tot deze opdracht, doch wel een streven, om toegerust met de kennis omtrent de Gentsche onderneming en haar instellingen, te gemakkelijker te kunnen beoordeelen, in hoever het een en ander in deze en gene gemeente hier te lande zou kunnen worden nagevolgd en toegepast. Hebben wij dan met het geven van deze schets, die naar wij hopen aan duidelijkheid weinig te wenschen zal overlaten, onze taak volbracht? Inderdaad wel. En toch veronderstellen we dat men meer van ons verwacht, dat men ook over de mogelijkheid dier navolging en toepassing ons oordeel wil vernemen.

Ons oordeel. Het is waarlijk niet gemakkelijk het mede te deelen, vooral niet, omdat de toestanden niet slechts tusschen België en ons land belangrijk verschillen, maar zij ook in schier elke gemeente van ons land anders zijn, zoodat allerlei onderscheidingen dienen te worden in acht genomen. Voor coöperatie, dit staat op den voorgrond, en inzonderheid voor coöperatie toegepast op verbruiksmiddelen, is overal plaats, maar overal is niet dezelfde plaats. Wat in Gent begonnen is en zich daar ontwikkeld heeft, is voor elk andere gemeente maar niet zoo over te nemen.

Men denke er vooral wel aan, dat de bakkerij daar de aanvang geweest en de hoofdzak geworden is, wat ze nog is. Voorbijgezien mag bovendien niet worden, dat de gemeenschapszin, die bij onze zuidelijke taalgenootten veel sterker ontwikkeld is dan bij ons, daar al reeds bij de zorg voor het hoofdvoedsel: het brood, vrij algemeen toepassing vond. Dat kringen van ingezetenen gemeenschappelijk brood bakten was *geen* nieuwigheid meer, wel dat voornamelijk kringen van werklieden dit deden.

Wil men dus hier te lande eveneens beginnen met het artikel brood, dat op zich zelf het meest zou zijn aan te bevelen, omdat het, bij het véél te groote aardappelengebruik, gelukkig nog altijd een hoofdvoedsel is, inzonderheid voor de werkende klassen, men zal dan vermoedelijk op geheel andere bezwaren stuiten dan waarmede men te Gent in den aanvang heeft te kampen gehad. In de groote steden van ons land vindt men toch vrij algemeen reeds broodfabrieken die *onderling* en met de bakkers mededingen, zoodat de prijzen er reeds zóó laag zijn, dat een welbeklante bakker meestal slechts een schraal bestaan heeft. In die gemeenten een eenigszins belangrijke winst te maken, die evenals te Gent tot het lidmaatschap *aantrekt*, is bijna niet denkbaar. Kon men als te Gent, een winst in 't vooruitzicht stellen van 5¹/₂ cent per brood van 17¹/₂ cent, er behoefde geen oogenblik aan getwijfeld te worden, of in elke gemeente waar zulk een inrichting werd geopend, zouden de leden toestroomen. Honderden zouden, zoo goed als daar, zich gaarne het betrekkelijk ongerief getroosten, om des Zaterdags of Zondags het brood voor een geheele week te *bestellen* en te *betalen*.

In kleinere gemeenten daarentegen, waar de bakkers hun waar nog op prijs kunnen houden en het ook doen, wanneer althans geen brood uit fabrieken in andere steden wordt aangevoerd, in zulke gemeenten is het al even moelijk een eenigszins bloeiende inrichting in het leven te roepen, wegens de tegenwerking die daar van de zijde der bakkers zelf, der familiën waartoe zij behooren of die van hen afhankelijk zijn, is te duchten.

Men moge het beproeven en onzerzijds bevelen wij elke goede proefneming ten zeerste aan. Waar wij echter voor meenen te moeten waarschuwen is, groote teleurstelling die onzes inziens niet uit *kan* blijven voor elk, die botweg redeneert: zoo is men te Gent begonnen en met die uitkomsten, wij kunnen ze evenzoo krijgen als wij ook maar beginnen. Want op het gebied der coöperatie is niets nadeeliger dan *teleurstellingen*. Wil dat alles nu zeggen dat men dan maar niets moet doen? In geen deele. Omdat het ideale, hetgeen in hetgeen in het denkbeeld bestaat, *niet* of niet *zoo spoedig* te bereiken is, mogen wij hetgeen bereikbaar is niet ongedaan laten. Daartegen moeten wij ernstig waarschuwen, evenzeer als wij dat moeten doen tegen gevaarlijke proefnemingen.

Men stelle op den voorgrond, dat hetgeen te Gent plaats vindt, elders eveneens mogelijk is, maar juist niet op die wijze en in die mate of binnen een betrekkelijk zoo kort aantal jaren; daarvan doordringe men anderen en daarna ga men aan 't werk. Hoe, dat overwege men in elke gemeente afzonderlijk. Gemeenschappelijk broodbakken en verkoopen, schijnt ons altijd het meest voor de hand liggend middel toe, omdat het 't minste samengesteld is en allen brood behoeven en gebruiken en de arbeiders naar verhouding het meest. Maar hoe komt het, dat in ons land, juist op dat eerst noodige artikel, bij toepassing van de coöperatie, altijd het *minst* de keuze is gevallen? Waarom heeft men daaraan eerst in de laatste jaren gedacht en gedaan en zich bepaald tot den verkoop van andere levensmiddelen, inzonderheid kruideniers- en grutterswaren? Er zijn verschillende antwoorden te geven op de vraag: waarom men er vroeger niet aan heeft gedacht, er is echter slechts één antwoord te geven op de vraag: waarom men eerst in de latere jaren heeft gedacht aan het gemeenschappelijk bakken van brood, en dat antwoord is: het voorbeeld te Gent. Een uitzondering maken Leeuwarden en Zutphen, in welke gemeenten, lang vóór men er te Gent aan dacht, de werklievenvereeniging een eigen bakkerij had;

zij hebben daar echter nooit uitkomsten kunnen opleveren als te Gent. Overigens is men hier te lande met het oprichten van bakkerijen eerst begonnen na het bekend worden der Gentsche uitkomsten. Den Haag is voorgegaan, Amsterdam, Rotterdam en Harlingen zijn gevolgd, doch de drie laatste steden met minder goeden uitslag. Den Haag maakt dus een uitzondering.

Betreffende de 's Gravenhaagsche inrichting, die in meer dan één opzicht onze aandacht verdient en daarom naast de Gentsche niet onbesproken mag worden gelaten, vernemen wij het volgende.

In het jaar 1878 vergaderde wekelijks een aantal mannen uit de volksklasse. Hun streven was iets tot stand te brengen ten voordeele van den werkmans. Na reeds verschillende plannen besproken te hebben, gaf een vriend hun een reglement van de Broodbakkerij „Vooruit” te Gent, ter inzage. Dit reglement beoordeelende, rees de gedachte bij hen, aan het tot stand brengen eener dergelijke inrichting te 's Hage den eersten stoot te geven. Met het brood zou worden begonnen, later konden andere levensbehoeften er aan worden toegevoegd.

Een vereeniging werd spoedig gesticht en gedoopt: „'s Gravenhaagsche Coöperatieve Broodbakkerij: *de Volharding*.” Zij telde in Julij 1879 reeds 156 leden. Omstreeks dien tijd werd met het bakken van brood een aanvang gemaakt, in een aanvankelijk voor *f* 6.— per week gehuurde bakkerij.

Het bestuur had in den eersten tijd met allerlei bezwaren te kampen; het grootste was gebrek aan geld en aan credit. Ten einde daarin te voorzien, werd allereerst een rentelooze leening groot *f* 200.— voor het aanschaffen van de benoodigde gereedschappen, onder de leden uitgeschreven. In de eerste behoeften van bloem, melk enz., kon eerst worden voorzien door voorschotten van het bestuur.

Zoo werkte de vereeniging onstreeks zes maanden voort en mocht zij aan het einde daarvan, December 1879, reeds ontwaren dat zij met voordeel had gewerkt.

De rentelooze leening van *f* 200.— kon worden afgelost, en ofschoon nog geen eigenlijk dividend kon worden uitgekeerd, ontving toch ieder lid een „heerlijk krentenbrood.”

Het ledental was inmiddels toegenomen. In 't begin van 1880 telde het reeds 200 en op het einde van dat jaar 300. Over dat jaar werd een winst uitgekeerd van $3\frac{1}{2}$ pct.

In de jaren 1881/82 was de toevloed van leden zóó sterk, dat het bestuur genoodzaakt was dien te stuiten, omdat slechts een beperkt getal huisgezinnen door de bakkerij kon worden bediend. De bakkerij was te klein geworden en daar ook de huur tijd er van verstreken was, werd wel aan de oprichting van een eigen bakkerij gedacht, doch inmiddels nog een andere bakkerij gehuurd. De candidaten voor het lidmaatschap werden steeds menigvuldiger, een dividend van 5 pct., dat over 1882 kon worden uitgekeerd, lokte tot grootere deelneming uit.

Intusschen waren de plannen tot het oprichten eener eigen bakkerij gerijpt. Om ze echter te kunnen uitvoeren moest er kapitaal zijn. Altijd een groot bezwaar voor werklieden. Maar ook dat bezwaar werd weder opgelost. Men schreef een geldleening onder de leden uit in aandelen van *f* 5.—, tegen een rente van 5 pct. De aandelen konden in eens of in termijnen, doch *moesten* in ieder geval binnen den tijd van een jaar worden aangezuiverd. Aanvankelijk werd voor een bedrag van *f* 3000.— ingeschreven, welk bedrag later tot *f* 5000.— klom.

Zooals wij echter gezien hebben, was er wel toezegging voor dat bedrag, doch het geld was er nog niet en kon dus ook nog niet uitgegeven worden. Er was slechts zóóveel gestort, dat men den grond kon koopen, bestemd om er de bakkerij op te bouwen, voor het gebouw zelf was er nog niets. Men waagde het nu een beroep te doen op de gegoede ingezetenen van 's Gravenhage, doch — het strekt dien ingezetenen weinig tot eer — men stootte overal den neus; credit voor een zoo nuttige stichting, die zoovele tastbare blijken van ingenomenheid bij de werklieden vond en *genoodzaakt* werd zich *beter* te vestigen en uit te breiden,

vond men bij de vermogende ingezetenen der residentie niet. Eindelijk vond men er één, „een *werkmansvriend*” noemt onze berichtgever hem, — één werkmansvriend in heel den Haag — het was de heer F. Domela Nieuwenhuis; deze leende de vereeniging een som van f 8500.— tegen een rente van 5 pct. Met dit kapitaal werd in September 1883 de bouw der bakkerij aangevangen en in December daaraanvolgende was zij zoover gereed, dat het eerste brood er in kon worden gebakken. De bakkerij werd volgens de nieuwste vinding ingericht en van de doeltreffendst gebleken werktuigen voorzien. Het geld hiervoor benoodigd, werd op de volgende wijze gevonden. Op het gebouw zelf werd een eerste hypotheek genomen van f 6500.—, de heer Nieuwenhuis stelde zich voor zijn f 8500.— te treden met een 2e hypotheek en de onder de leden geplaatste geldleening werd een 3e hypotheek.

Toen het eenmaal zoover was, *stroomden* de leden als 't ware toe. In 1884 bereikte hun cijfer 500 en in 1885 was het reeds verdubbeld. In dat jaar werd besloten, dat elk lid verplicht is een aandeel te nemen van f 5.—; hij moet dit in termijnen storten, doch indien hij noch het eene noch het andere doet, heeft het bestuur het recht hem jaarlijks f 1.— van zijn dividend in te houden, tot het aandeel is volgestort.

In 1885 klom het ledental tot 1200, en het behoeft ter nauwernood gezegd, met het ledental steeg ook de omvang der zaak, de fabricatie en het debiet. Over dat jaar werd uitgegeven aan bloem f 47335.95, tarwe en rogge f 4608.25, gist f 3276.91 $\frac{1}{2}$, zoete melk f 8968.26, salarissen f 9408.81. Het broodverbruik bedroeg over dat jaar f 87010.38 $\frac{1}{2}$ en de zuivere winst f 10099.65 of 11 $\frac{1}{2}$ pct. Hiervan werd $\frac{1}{3}$ f 3366.56 in de reservekas gestort, van het overige kwam 7 $\frac{1}{2}$ pct. of f 504.98 aan het werkend personeel ten goede en werd f 6228.11 aan de leden uitgekeerd, namelijk ruim 7 $\frac{1}{2}$ pct. over het bedrag dat door hen in de bakkerij was besteed.

Het ledental bleef steeds klimmende en bereikte in 1886 het onlangs cijfer van 1400. In veel grootere

verhouding echter dan het ledental steeg het broodverbruik, zoodat de onlangs gebouwde bakkerij weldra te klein bleek. Gelukkig evenwel behoorde uitbreiding niet meer tot de moeilijk te overwinnen bezwaren. Een naast de bakkerij liggend stuk grond werd aangekocht en in het daarop gebouwde gedeelte werd een stoom-maal- en kneedmachine geplaatst, terwijl nog een derde perceel werd aangekocht voor kantoor en voor bergplaats van broodkarren enz. In November 1886 was deze uitbreiding gereed.

Het broodverbruik was in dat jaar gestegen tot een bedrag van f 122657.88 $\frac{1}{2}$. Hierop werd een zuivere winst behaald van f 16600.10 of 13 $\frac{1}{2}$ pct. Waarvan $\frac{1}{3}$ of f 5533.36 $\frac{1}{2}$ ten goede kwam aan de reservekas, en van het daarna overblijvende, 6 pct. of f 664.— $\frac{1}{2}$ aan het personeel, zoodat ter verdeling onder de leden restte f 10402.74, ruim 8 pct. van hetgeen door hen was gekocht.

De reservekas bereikte op het einde van dat jaar het cijfer van f 12828.29.

Aan de verkorte rekening en verantwoording over 1886 ontleenen we, dat werd uitgegeven aan tarwe, rogge en bloem f 72465.59, melk f 12647.65, salarissen f 11838.28.

Opmerking verdient het, dat ook in de verkorte verslagen over de laatste jaren, dus nadat de bakkerij en de machineën — voor zoover niet door schulden bezwaard — eigendom der onderneming zijn geworden, een *huur-cijfer* wordt gevonden voor de bakkerij enz. In het laatste jaar beliep dat cijfer f 1838.—. Hieruit blijkt dus, dat de gebouwen en machineën afzonderlijk worden geadministreerd. Een bewijs te meer hiervoor is dat zelfs nog op de verkorte balans der bakkerij over 1886, de waarde van den inventaris (losse goederen, kleinere gereedschappen enz.) staat aangegevend voor slechts f 1191.99, nadat 15 pct. voor waarde-vermindering van de onzuivere winst was afgeschreven.

In 't algemeen zij voorts nog opgemerkt, dat, evenals te Gent, ook te 's Gravenhage, de winst niet wordt uitbetaald in contanten, maar in brood.

Eveneens op het voorbeeld der Gentsche inrichting, streefde men te 's Gravenhage naar uitbreiding en toepassing der coöperatie tot andere doeleinden. In 1884 deed zij een ziekenfonds in werking treden. Het doel van dit fonds is om de deelhebbers bij ziekte te ondersteunen door middel van brood. De contributie voor dit fonds wordt voor ieder geregeld naar het verbruik. Ieder lid betaalt 1 cent van iederen gulden brood dat hij verbruikt. Hij ontvangt daarvoor, bij ziekte, wekelijks zoóveel brood, als over een tijdperk van vier weken vóór zijn ziekte, gemiddeld per week, door hem of zijn gezin is gebruikt. Bijvoorbeeld, hij heeft een week 19 brooden gebruikt, een tweede week 17, een derde week 18, een vierde week 22, dus te zamen 76; hij ontvangt dan in geval van ziekte 76 gedeeld door 4, dus 19 brooden per week. Deze ondersteuning wordt ten hoogste 13 weken gedurende 12 maanden aan hetzelfde lid verstrekt.

Mede werd in 1884 een weduwenfonds gesticht. Het doel van dit fonds is, bij overlijden van een lid, aan de weduwe een uitkeering te verzekeren. De leden zijn verplicht, telkens wanneer een lid overlijdt, voor eenmaal 5 centen te storten. Het gezamenlijk bedrag dezer stortingen vormt de uitkeering die aan de weduwe wordt verstrekt. Op de verkorte rekening en verantwoording van 1886 vinden we 9 weduwen met namen vermeld, wien zulk een uitkeering ten deel viel. De kleinste dezer uitkeeringen bedroeg, in het begin van het boekjaar over 1254 leden f 62.70 en de grootste, meer op het einde van het boekjaar, over 1537 leden f 76.85.

Voorts werden gedurende vier achtereenvolgende jaren de leden in de gelegenheid gesteld, goedkoope winterprovisie te bekomen, als erwten, boonen, rijst, steenkolen enz. Later nog werd een spaarfonds opgericht, om den leden gelegenheid te geven voor die winterprovisie te sparen. De gelegenheid daarvoor was des Zaterdags avonds, op vier verschillende plaatsen van de stad opengesteld.

„Op die wijze, aldus eindigt de berichtgever, „aan wien wij het een en ander ontleenden, „zou „De Volharding”

zijn doorgaan: hoe het nu zal gaan, nu de zaak door de lauwheid der leden in handen van de sociaal-democraten is gekomen, dat zal de toekomst moeten leeren.”

Overgegaan in handen van de sociaal-democraten! Hoe moet dat verstaan worden? *Niet* zóó, dat de sociaal-democraten alle anderen buiten de vereeniging hebben gezet, maar wél zóó, dat zij hoegenaamd geen middelen onbeproefd hebben gelaten, om het beheer der vereeniging geheel in handen hunner partij te spelen. En men weet het, in de keuze der middelen zijn de sociaal-democraten hier te lande alles behalve kiesch. Daarin kennen zij geen meesters. Als het om hun doel gaat, is hun niets heilig, dan ontzien zij leugen noch verdachtmaking. En bekend is het evenzeer, als het de partij geldt en haar belang op het spel heeft te staan, dan wordt er door de recruten in het socialistische kamp een gehoorzaamheid en volgzzaamheid betracht, die schier geen weerga kent; dan staan ze als één man pal en er is nauwelijks een commando noodig om ze hun plicht te doen beseffen.

Zoo was het ook in „De Volharding” te 's Gravenhage. Tegenover de meerderheid der leden, die wel is waar niet verdeeld waren, doch minder om het beginsel dan om de voordeelen, lid geworden, niet als zij een eigen vereeniging of partij vormden, was het voor de sociaal-democratische leiders geen kunst, om telkens, wanneer er een lid of een gedeelte van het bestuur aftrad of zich herkiesbaar moest stellen, te zorgen, dat een hunner partijgenooten of hoofden in zijn plaats werd benoemd. Te vergeefs poogden de anti-socialisten den invloed dezer georganiseerde oppositie te breidelen door het oprichten eener kiesvereeniging voor niet-socialistische leden der bakkerij, hard werd er telkens gestreden, maar zooals onze berichtgever reeds opmerkte, de anti-socialistische leden waren te lauw, en dientengevolge behield de sociaal-democratische partij de overhand en werden energieke mannen, die met opoffering van dag- en nachtrust en kampende met allerlei zorgen en moeilijkheden, de zaak hadden opgericht en opgebouwd,

meedoogenloos en met allerlei verdachtmakingen overladen, „uitgesmeten”.

In Januari van dit jaar hadden de sociaal-democraten het gewonnen. Hun partij heeft sedert het beheer in handen.

Wij zullen aanstonds gelegenheid hebben aan te toonen, wat vermoedelijk de voorname drijfveeren zijn geweest om het meesterschap over de zaak te bemachtigen. Voorschands bevreemde het ons daarom niet, dat nog geen enkele poging schijnt te zijn gedaan om het karakter der vereeniging te wijzigen. Immers voor zulke bevreemding zou te eerder aanleiding bestaan, omdat de statuten der vereeniging Juni jl. zijn herzien.

Het karakter van de 's Gravenhaagse onderneming, thans genaamd 's Gravenhaagse Coöperatieve Onderneming, en Verbruiksvereeniging „De Volharding” te 's Gravenhage, verschilt dan ook in elk opzicht van dat der Gentsche onderneming. Treedt, zooals wij reeds opmerkten, het coöperatief beginsel in de Gentsche onderneming vrij wel op den *achtergrond*, in die der 's Gravenhaagse treedt het geheel op den *voorgond*. Haar statuten zijn trouwens ingericht volgens de eischen der wet op de coöperatieve vereenigingen, waaraan zij haar rechtspersoonlijkheid ontleent en opgenomen in de *Staatscourant* van 30 Juni 1887.

Geheel in tegenstelling met Gent, wordt zij gedreven met aandeelen op *naam*. De leden betalen één gulden *entreegeld*, die blijft eigendom van de zaak en wordt in de reservekas gestort; zij *moeten* voorts een *inleggeld* van *vijf gulden* verwerven en daarvan ten minste één gulden per jaar storten. Het bestuur heeft het recht dien gulden van hun winstbedrag af te houden; indien echter dat winstbedrag geen vollen gulden haalt, dan zijn zij verplicht het ontbrekende aan te zuiveren.

Het volgestorte *inleggeld* geniet een rente van *vijf per-cent* 's jaars.

Bij het eindigen van het lidmaatschap, door overlijden of bedanken, wordt het *inleggeld* terugbetaald, voor zover althans, tengevolge van geleden verliezen, daarop

geen afschrijvingen hebben plaats gehad. Indien echter de uitreding plaats heeft tengevolge opzegging van of ontzegging uit het lidmaatschap, vervallen de *niet volgestorte* inleggelden aan de reservekas.

Deze reservekas wordt behalve uit de *entreegelden* en de verbeurde *inleggelden* gevormd uit het een-derde gedeelte der zuivere winst die de zaak maakt, nadat één percent van de vaste goederen en zeven percent van de losse goederen als waardevermindering is afgeschreven. De overige twee-derden van de winst worden onder de leden verdeeld. Over de wijze van verdeling dier winst onder de leden, zwijgen de statuten. Is hier dus het gelijkheidsbeginsel gehuldigd en vindt die verdeling derhalve niet plaats naar gelang de leden hebben gekocht?

Wat de reservekas betreft, vinden wij *deze* afwijking van den algemeen geldenden regel, dat het bedrag tot welke zij ten hoogste komen kan, *niet* in de statuten is bepaald. Een grens is hier niet gesteld. Alleen is aan de algemeene vergadering de bevoegdheid gegeven, naar omstandigheden haar bedrag vast te stellen. Indien dat bedrag dus bereikt is, komt het deel der winst, dat haar is toegekend, aan de leden.

De reservekas dient tot dekking van mogelijke verliezen. Zij kan gedurende het bestaan der vereeniging niet onder de leden ter verdeling komen en ingeval van ontbinding der vereeniging wordt zij, voor zoover zij niet moet strekken tot afbetaling van bestaande schulden, aan een of meer zustersvereenigingen (coöperatieve of ook andere?), door de algemeene vergadering aan te wijzen, vermaakt.

Het verschil is duidelijk genoeg. In deze vereeniging is geen sprake van eenige partij, als te Gent. *Ieder kan lid* worden die tot de *arbeidende klasse* behoort. Er is geen „comiteit” als te Gent, dat de tot bestuurders te kiezen personen beoordeelt. De gestorte gelden *blijven* persoonlijk eigendom en geven een behoorlijke rente. De *bestemming* van de reservekas, die gemeenschappelijk bezit is, zij moge dan uitgebreid of ingekrompen kunnen worden, is *nadrukkelijk* bepaald. Zij dient tot dekking van mogelijke verliezen. Voor niets anders. Er kan dus,

al weer geheel in afwijking van Gent, *geen cent*, noch van de winst, noch van de reservekas, uitgegeven worden voor socialistische (of andere) propaganda.

De 's Gravenhaagsche vereeniging heeft het *beginsel* der coöperatie dus in *alle opzichten* gehuldigd. Het zoozeer veroordeelde *lapmiddel* is daar *volkomen in den vorm* toegepast. Particuliere besparing is zelfs *gebiedend* voorgeschreven. De aandeelen zijn wel is waar klein, hetgeen ons minder juist toeschijnt, doch zij *kunnen* vergroot worden, bij besluit eener algemeene vergadering.

De zuivere handhaving van dit coöperatief karakter, ook bij de jongste statuten-wijziging, doet onwillekeurig onwillekeurig de vraag rijzen: Wat kan de sociaal-democraten gedreven hebben, zich van een zaak, die overigens goed liep, die volstrekt geen partij-zaak behoeft en behoorde te zijn, meester te maken?

Verschillende redenen schijnen ons toe als antwoord op die vraag te kunnen worden gegeven. In de eerste plaats moet het de partij niet onverschillig zijn te kunnen wijzen op een zoo grootsche zaak onder haar beheer. Voorts is voor tal van volgelingen, die op den duur niet te verzadigen zijn met de sterk gepeperde redevoeringen, een inrichting waarvan zij rechtstreeksche voordeelen genieten, een geliefd aantrekkingspunt. Eindelijk nog trekt het in het bijzonder de opmerksaamheid, dat de kosten van beheer en administratie der 's Gravenhaagsche bakkerij, die alvorens de sociaal-democraten haar meester waren, f 25 per week bedroegen, thans reeds f 55 à f 60 per week bedragen, maar vooral ook, dat onder het administratief personeel worden aan getroffen de bekende van Ommeren benevens Methöfer, gewezen beampte in de cellulaire gevangenis te Arnhem, de schrijver van het opstel „Domele Nieuwenhuis en Jeanne Lorrette in den kerker” in R. V. A. van 19 Sept., terwijl het overig administratief en werkend personeel, op een enkele uitzondering na, thans uit leden der sociaal-democratische partij bestaat.

Dit in aanmerking nemende, schijnt de veronderstelling niet gewaagd, dat een van de voornaamste drijfveeren om het beheer te bemachtigen, deze is geweest, slachtoffers

en martelaren aan een baantje of middel van bestaan te helpen. *)

Zooals wij vorens reeds opmerkten, zijn algemeene regelen voor een eerste toepassing der coöperatie niet te geven. Vooral ook niet, omdat alle takken van handel en bedrijf voor toepassing van de coöperatie vatbaar zijn. Hier is het veld misschien geschikt voor bearbeiding in dezen, elders weder voor bearbeiding in genen zin. Wie echter de algemeene zaak en het algemeen belang in het oog hebben, zullen wel doen aan te vangen met zich tot *zulk*e neringen of bedrijven, te wenden, die het meest voorzien in de algemeene behoefte. Broodbakken en verkoopen behoort daar in de eerste plaats onder. Maar waar dit om verschillende redenen niet uitvoerbaar of niet voordeelbaar blijkt, beginne men met andere artikelen, als komenijs-, kruideniers- en grutterswaren, de gewone winkelvereeniging, zooals er hier en daar nog

*) Dat deze veronderstelling juist is, blijkt o. a. ook uit een circulaire, die ons, nadat het bovenstaande geschreven was, in handen kwam en die strekt om tot deelneming op te wekken aan een fonds tot uitkeering bij overlijden, onder het beheer van centralen Raad van den sociaal-democratischen Bond.

In deze circulaire wordt er ten eerste op gewezen, dat de coöperatie door de sociaal-democratische partij in toepassing gebracht, niet strekt om het doel te bereiken dat is „de slavenketen, waarin het arbeidend deel der menschheid gekneld is, te verbreken.”

Waar zij dan wel voor schijnt te dienen, verneemt men uit de volgende regels:

„Mag men ons geen lokaal verhuren, dan moeten wij er een in eigendom hebben”;

„Werpt men een onzer in de gevangenis, wij moeten de onverzorgden steunen”;

„Maakt men iemand om zijn beginselen broodeloos, hij dient door ons geholpen te worden”;

„Gaaf de politie aan het hakken, plunderen, de slachtoffers moeten door ons geholpen worden”;

„Komen anderen, ten einde raad, in werkstaking, zij hebben recht op onzen bijstand.”

Iedereen weet, dat in al die omstandigheden geld noodig is — ook dit is te verkrijgen.”

„Hoeveel offervardigheid door onze partij altijd is getoond, toch schiet zij door onmacht eens te kort. Wij vragen daarom geen nieuwe bijdragen, doch eischen van u alleen medewerking.”

Aan het slot der circulaire wordt voorts medegedeeld, dat „de reserve en de *winsten*” (wij onderstrepen) van het fonds „geheel zullen besteed worden tot bovengenoemde doeleinden.”

een te vinden is, en de ambtenaars-vereeniging „Eigen Hulp” ze in de laatste jaren heeft opgericht. Het een of het ander zal altijd kunnen, als er maar goede wil en samenwerking gevonden worden. Met de laatste moet begonnen worden. Kleinere of grootere besparingen moeten de aanvang zijn. Deze eenigen tijd volgehouden, tot er een bedrag bijeen is om de zaak definitief in werking te kunnen doen treden, vervolgens vooral *goed* beheer, en *goed* toezicht — daarvoor kan inzonderheid *nooit* genoeg worden gezorgd — dan blijft ook het crediet, voor het drijven van elke zaak onmisbaar, niet uit. In de eerste jaren moet vooral gelet worden op en men zal wel doen zich toe te rusten tegen allerlei komende tegenwerking en verdrietelijkheden. Zijn echter de eerste jaren doorgeworstd, blijkt de onderneming levensvatbaarheid te bezitten en is haar crediet gevestigd, dan volgt het overige gemakkelijk en dan zullen er, in den tegenwoordigen tijd, evenals te Gent, ook hier te lande wel vermogende vrienden gevonden worden, die heel gaarne, en uit beginsel en om de soliditeit, tegen behoorlijk onderpand, hun geld aan zulke coöperatieve inrichtingen willen leenen.

Hoe dit zij, er *moet* een begin komen, is het er en is men eenmaal op weg en op den goeden weg, dan kan men coöpereeren, misschien tot in het oneindige.

Wij meenen het hierbij te kunnen laten. Ons bestek is reeds verre overschreden. Te eerder meenen wij de pen te mogen nederleggen, omdat wij den belangstellenden lezer kunnen verwijzen naar hetgeen over de coöperatie en hare toepassing wordt uiteengezet in het dit jaar verschenen *Vragenboek van het Algemeen Nederlandsch Werklieden-Verbond*, door D. Stijger.

Men zal wel doen, de bladzijden daarin aan de coöperatie gewijd, naast dit geschrift, aandachtig te lezen, te overwegen en te bespreken.